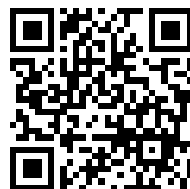


---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google<sup>TM</sup> books

<https://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 6105 120 809 467

Algeciras. International Conference on  
Moroccan Affairs, 1906.  
International Conference of Algeciras.

**STANFORD LIBRARIES**

JX1588  
M7A3



# INTERNATIONAL CONFERENCE OF ALGECIRAS.

*Algeciras International  
Conference on Moroccan  
Affairs, 1906.*  
GENERAL ACT  
OF THE

## INTERNATIONAL CONFERENCE AT ALGECIRAS AND AN ADDITIONAL PROTOCOL.

*Signed at Algeciras April 7, 1906.*

*Ratification advised by the Senate December 12, 1906.*

*Ratified by the President of the United States December 14, 1906.*

*Ratification deposited with the Spanish Government December 31, 1906.*

*Proclaimed January 22, 1907.*

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

### A PROCLAMATION.

Whereas a General Act and an Additional Protocol was concluded and signed on April 7, 1906, by the Plenipotentiaries of the United States of America, Germany, Austria-Hungary, Belgium, Spain, France, Great Britain, Italy, The Netherlands, Portugal, Russia, and Sweden, the originals of which General Act and Additional Protocol, being in the French language, are word for word as follows:

[Translation.]

Au nom de Dieu Tout Puissant:  
Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté le Sultan du Maroc; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algar-

"In the Name of Almighty God."

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, in the name of the German Empire; His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., and Apostolic King of Hungary; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Spain; the President of the United States of America; the President of the French Republic; His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, etc.; His Majesty the King of Italy; His Majesty the Sultan of Morocco; Her Majesty the Queen of the

JX1588  
M7A3

ves, etc., etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède;

## 150618

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc. et ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité des Ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu, sur l'invitation qui Leur a été adressée par Sa Majesté Chérifienne, de réunir une Conférence à Algeciras pour arriver à une entente sur les dites réformes, ainsi que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application, et ont nommé pour Leurs Délégués Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

Le Sieur Joseph de Radowitz, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Christian, Comte de Tattenbach, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Fidèle;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Rodolphe, Comte de Welsersheimb, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Léopold, Comte Bolesta-Koziebrodzki, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Le Sieur Maurice, Baron Joostens, Son Envoyé Extraordinaire

Netherlands; His Majesty the King of Portugal and of the Algarves, etc., etc., etc.; His Majesty the Emperor of All the Russias; His Majesty the King of Sweden:

Inspired by the interest attaching itself to the reign of order, peace, and prosperity in Morocco, and recognizing that the attainment thereof can only be effected by means of the introduction of reforms based upon the triple principle of the sovereignty and independence of His Majesty the Sultan, the integrity of his domains, and economic liberty without any inequality, have resolved, upon the invitation of His Shereefian Majesty, to call together a conference at Algeciras for the purpose of arriving at an understanding upon the said reforms, as well as examining the means for obtaining the resources necessary for their application, and have appointed as their delegates plenipotentiary the following:

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, in the name of the German Empire:

Mr. Joseph de Radowitz, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty, and

Christian, Count of Tattenbach, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Very Faithful Majesty.

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., and Apostolic King of Hungary:

Rudolph, Count of Welsersheimb, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty, and

Leopold, Count Bolesta-Koziebrodzki, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco.

His Majesty the King of the Belgians:

Maurice, Baron Joostens, His Envoy Extraordinary and Minister

et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Conrad, Comte de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Don Juan Manuel Sánchez y Gutiérrez de Castro, Duc de Almodóvar del Río, Son Ministre d'Etat, et

Don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

Le Sieur Henry White, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

Le Sieur Samuel R. Gummeré, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique au Maroc;

Le Président de la République Française:

Le Sieur Paul Révoil, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française auprès de la Confédération Suisse, et

Le Sieur Eugène Regnault, Ministre Plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Sir Arthur Nicolson, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Sieur Emile, Marquis Visconti Venosta, Chevalier de l'Ordre de la Très-Sainte Annonciade, et

Le Sieur Giulio Malmusi, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Plenipotentiary to his Catholic Majesty, and

Conrad, Count of Buisseret Steenbecque de Blarenghem, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco.

His Majesty the King of Spain:

Don Juan Manuel Sanchez y Gutiérrez de Castro, Duke of Almodóvar del Río, His Minister of State, and

Don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians.

The President of the United States of America:

Mr. Henry White, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to His Majesty the King of Italy, and

Mr. Samuel R. Gummeré, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to Morocco.

The President of the French Republic:

Mr. Paul Révoil, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic to the Swiss Confederation, and

Mr. Eugène Regnault, Minister Plenipotentiary.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

Sir Arthur Nicolson, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of All the Russias.

His Majesty the King of Italy:

Emile, Marquis Visconti Venosta, Knight of the Order of the Very Holy Annunciation, and

Mr. Giulio Malmusi, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco.

Sa Majesté le Sultan du Maroc:

El Hadj Mohamed Ben-el Arbi Ettorrés, Son Délégué à Tanger et Son Ambassadeur Extraordinaire,

El Hadj Mohamed Ben Abdes-salam El Mokri, Son Ministre des Dépenses,

El Hadj Mohamed Es-Seffar, et Sid Abderrhaman Bennis;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le Sieur Jonkheer Hannibal Testa, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc.:

Le Sieur Antoine, Comte de Tovar, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur François-Robert, Comte de Martens Ferrão, Pair du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Le Sieur Arthur, Comte Cassini, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Basile Bacheracht, Son Ministre au Maroc;

Sa Majesté le Roi de Suède:

Le Sieur Robert Sager, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique et près Sa Majesté Très Fidèle.

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté Chérifienne et les Puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté:

I. Une Déclaration relative à l'organisation de la police;

II. Un Règlement concernant

His Majesty the Sultan of Morocco:

El Hadj Mohammed Ben-el Arbi Ettorrés, His Delegate at Tangier and Ambassador Extraordinary,

El Hadj Mohammed Ben Abdes-salam El Mokri, His Minister of Expenses,

El Hadj Mohammed Es-Seffar, and Sid Abderrhaman Bennis.

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Jonkheer Hannibal Testa, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty.

His Majesty the King of Portugal and of the Algarves, etc., etc., etc.:

Anthony, Count of Tovar, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty, and

Francis Robert, Count of Martens Ferrao, Peer of the Kingdom, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco.

His Majesty the Emperor of All the Russias:

Arthur, Count Cassini, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty, and

Mr. Basile de Bacheracht, His Minister to Morocco.

His Majesty the King of Sweden:

Mr. Robert Sager, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty and His Very Faithful Majesty.

Who, furnished with full powers, which were found in good and due form, have, in conformity with the programme upon which His Shereefian Majesty and the powers have agreed, successively discussed and adopted:

I. A declaration relative to the organization of the police.

II. A regulation concerning the

la surveillance et la répression de le contrebande des armes;

III. Un Acte de concession d'une Banque d'Etat marocaine;

IV. Une Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus;

V. Un Règlement sur les Douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande;

VI. Une Déclaration relative aux Services Publics et aux Travaux Publics;

et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un Acte général composé des articles suivants:

detection and repression of the contraband of arms.

III. An act of concession for a Moroccan State Bank.

IV. A declaration concerning a better return of taxes, and the creation of new revenues.

V. A regulation concerning the customs of the Empire and the repression of fraud and smuggling.

VI. A declaration relative to public services and public works.

And having decided that these different documents might usefully be coordinated in a single instrument, they have united them in a general act composed of the following articles:

## CHAPITRE I

### *Déclaration relative à l'organisation de la police*

ARTICLE premier. La Conférence, appelée par Sa Majesté le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes.

ART. 2. La police sera placée sous l'autorité souveraine de Sa Majesté le Sultan. Elle sera recrutée par le Makhzen parmi les musulmans marocains, commandée par des Caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

ART. 3. Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français, seront mis à Sa disposition par leurs Gouvernements respectifs, qui soumettront leur désignation à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne. Un contrat passé entre le Makhzen et les instructeurs, en conformité du règlement prévu à l'article 4, déterminera les conditions de leur engage-

## CHAPTER I.

### *Declaration relative to the organization of the police.*

ARTICLE 1. The conference summoned by His Majesty the Sultan to pronounce on the measures necessary to organize the police declares that the following provisions should be made:

ART. 2. The police shall be under the sovereign authority of His Majesty the Sultan. It shall be recruited by the Maghzen from Moorish Mohammedans, commanded by Moorish Kaid, and distributed in the eight ports open to commerce.

ART. 3. In order to aid the Sultan in the organization of this police, Spanish officers and non-commissioned officers as instructors, and French officers and non-commissioned officers as instructors, shall be placed at His disposal by their respective Governments, which shall submit their designation to the approval of His Sheereefian Majesty. A contract drawn between the Maghzen and these instructors, in conformity to the regulation provided by article 4,

ment et fixera leur solde qui ne pourra pas être inférieure au double de la solde correspondante au grade de chaque officier ou sous-officier. Il leur sera alloué, en outre, une indemnité de résidence variable suivant les localités. Des logements convenables seront mis à leur disposition par le Makhzen qui fournira également les montures et les fourrages nécessaires.

Les Gouvernements auxquels ressortissent les instructeurs se réservent le droit de les rappeler et de les remplacer par d'autres, agréés et engagés dans les mêmes conditions.

ART. 4. Ces officiers et sous-officiers prêteront, pour une durée de cinq années à dater de la ratification de l'Acte de la Conférence, leur concours à l'organisation des corps de police chérifiens. Ils assureront l'instruction et la discipline conformément au règlement qui sera établi sur la matière; ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire. D'une façon générale, ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde qui sera effectué par l'Amin, assisté de l'officier instructeur compétable. Ils prêteront aux autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement.

Les dispositions réglementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des corps de police, seront arrêtées d'un commun accord entre le Ministre de la Guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au Corps Diplomatique à Tanger

shall determine the conditions of their engagement and fix their pay, which must not be less than double of the pay corresponding to the rank of each officer or non-commissioned officer. In addition they will be allowed living expenses, varying according to their residences. Proper lodgings will be placed at their disposal by the Maghzen, which will likewise supply them with their horses and the necessary fodder.

The Governments having jurisdiction over the instructors reserve the right to recall them and replace them by others, accepted and engaged under the same conditions.

ART. 4. These officers and non-commissioned officers for a period of five years, to date from the ratification of the act of the conference, shall give their service to the organization of a body of Shereefian police. They shall assure instruction and discipline in conformity with the regulations to be drawn up in respect thereto. They shall also see that the men enlisted are fit for military service. In a general way they shall supervise the administration of the soldiers and superintend the payment of their salary, which shall be effected by the "Amin," assisted by the accounting officer instructor. They shall extend to the Moorish authorities invested with the command of these bodies their technical aid in the exercise of the said command.

The regulations to assure the recruitment, discipline, instruction, and administration of the bodies of police shall be established by mutual agreement between the Shereefian Minister of War or his delegate, the inspector provided by article 7, and the highest ranking French and Spanish instructors.

The regulations shall be submitted to the Diplomatic Body at

qui formulera son avis dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le règlement sera mis en application.

ART. 5. L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser deux mille cinq cents hommes ni être inférieur à deux mille. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de cent cinquante à six cents hommes. Le nombre des officiers espagnols et français sera de seize à vingt; celui des sous-officiers espagnols et français, de trente à quarante.

ART. 6. Les fonds, nécessaires à l'entretien et au paiement de la solde des troupes et des officiers et sous-officiers instructeurs, seront avancés au Trésor chérifien par la Banque d'Etat, dans les limites du budget annuel attribué à la police qui ne devra pas dépasser deux millions et demi de pesetas pour un effectif de deux mille cinq cents hommes.

ART. 7. Le fonctionnement de la police sera, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale qui sera confiée par Sa Majesté Chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse dont le choix sera proposé à Son agrément par le Gouvernement fédéral suisse.

Cet officier prendra le titre d'Inspecteur général et aura sa résidence à Tanger.

Il inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et, à la suite de ces inspections, il établira un rapport qu'il adressera au Makhzen.

En dehors des rapports réguliers, il pourra, s'il le juge nécessaire, établir des rapports spéciaux sur toute question concernant le fonctionnement de la police.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction, l'Inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de

Tangier, which will formulate its opinion within a month's time. After that period the regulations shall be enforced.

ART. 5. The total strength of the police shall not be more than 2,500 men, nor less than 2,000. It shall be distributed, according to the importance of the ports, in groups varying between 150 and 600 men. The number of Spanish and French officers shall be between sixteen and twenty; of Spanish and French noncommissioned officers, between thirty and forty.

ART. 6. The funds necessary to maintain and pay soldiers and officers and noncommissioned officer instructors shall be advanced by the State Bank to the Shereefian Treasury within the limits of the annual budget assigned to the police, which shall not exceed two million and a half pesetas for an effective strength of two thousand five hundred men.

ART. 7. During the same period of five years a general inspection shall be made into the working of the police. Such inspection shall be intrusted by His Shereefian Majesty to a superior officer of the Swiss army, who will be submitted to His approval by the Swiss Federal Government. This officer will be styled Inspector-General and reside at Tangier.

He shall inspect at least once a year the different bodies of the police, and after such inspection he shall draw up a report which he will address to the Maghzen.

In addition to such regular reports, he will, if he regards it as necessary, draw up special reports with reference to the working of the police.

Without directly intervening either in the command or the instruction, the Inspector-General will ascertain the results obtained by the Shereefian police, as regards the maintenance of order and

la sécurité dans les localités où cette police sera installée.

ART. 8. Les rapports et communications, faits au Makhzen par l'Inspecteur général au sujet de sa mission, seront, en même temps, remis en copie au Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, afin que le Corps Diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales.

ART. 9. En cas de réclamations dont le Corps Diplomatique serait saisi par la Légation intéressée, le Corps Diplomatique pourra, en avisant le Représentant du Sultan, demander à l'Inspecteur général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations, à toutes fins utiles.

ART. 10. L'Inspecteur général recevra un traitement annuel de vingt-cinq mille francs. Il lui sera alloué, en outre, une indemnité de six mille francs pour frais de tournées. Le Makhzen mettra à sa disposition une maison convenable et pourvoira à l'entretien de ses chevaux.

ART. 11. Les conditions matérielles de son engagement et de son installation, prévues à l'article 10, feront l'objet d'un contrat passé entre lui et le Makhzen. Ce contrat sera communiqué en copie au Corps Diplomatique.

ART 12. Le cadre des instructeurs de la police chérifienne (officiers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca, et français dans les trois autres ports.

security in the places where this police shall have been established.

ART. 8. A copy of the reports and communications made to the Maghzen by the Inspector-General, with reference to his mission, shall at the same time be transmitted to the Dean of the Diplomatic Body at Tangier, in order that the Diplomatic Body be enabled to satisfy itself that the Shereefian police acts in conformity to the decisions taken by the conference, and to see whether it guarantees effectively, and in conformity with the treaties, the security of person and property of foreign citizens, subjects, and protégés, as well as that of commercial transactions.

ART. 9. In the case of complaints filed with the Diplomatic Body by the legation concerned, the Diplomatic Body may, upon notice given to the representative of the Sultan, direct the Inspector-General to investigate and report for all available purposes in the matter of such complaints.

ART. 10. The Inspector-General shall receive an annual salary of 25,000 francs. In addition, he will be allowed 6,000 francs for the expenses of his tours. The Maghzen will place at his disposal a suitable residence and will look after the maintenance of his horses.

ART. 11. The material conditions of his engagement and of his establishment, as provided by article 10, shall be the subject of a contract drawn up between him and the Maghzen. A copy of this contract shall be communicated to the Diplomatic Body.

ART. 12. The staff of instructors of the Shereefian police (officers and noncommissioned officers) shall be spanish at Tetuan, mixed at Tangier, Spanish at Larache, French at Rabat, mixed at Casablanca, and French in the other three ports.

## CHAPITRE II

*Règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes*

ART. 13. Sont prohibés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien, sauf dans les cas spécifiés aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toutes espèces, poudres, salpêtre, fulmi-coton, nitro-glycérine et toutes compositions destinées exclusivement à la fabrication des munitions.

ART. 14. Les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics pourront néanmoins être introduits. Un règlement, pris dans les formes indiquées à l'article 18, déterminera les conditions dans lesquelles sera effectuée leur importation.

ART. 15. Les armes, pièces d'armes et munitions, destinées aux troupes de Sa Majesté Chérifienne, seront admises après l'accomplissement des formalités suivantes:

Une déclaration, signée par le Ministre de la Guerre marocain, énonçant le nombre et l'espèce des fournitures de ce genre commandées à l'industrie étrangère, devra être présentée à la Légation du pays d'origine qui y apposera son visa.

Le dédouanement des caisses et colis contenant les armes et munitions, livrées en exécution de la commande du Gouvernement marocain, sera opéré sur la production:

1.<sup>o</sup> de la déclaration spécifiée ci-dessus,

2.<sup>o</sup> du connaissance indiquant le nombre, le poids des colis, le nombre et l'espèce des armes et munitions qu'ils contiennent. Ce document devra être visé par la Légation du pays d'origine qui marquera au verso les quantités successives précédemment dédouanées. Le visa sera refusé à par-

## CHAPTER II.

*Regulations concerning the detection and repression of the contraband of arms.*

ART. 13. Throughout the Sheereefian Empire, except in the cases specified by articles 14 and 15, the importation and sale is forbidden of arms of war, parts of guns, ammunition of any nature, loaded or unloaded, powder, saltpeter, gun cotton, nitroglycerin, and all compositions destined exclusively for the manufacture of ammunition.

ART. 14. Such explosives as are necessary for industry and public works may, however, be introduced. A regulation drawn up in the manner indicated by article 18 shall determine the conditions under which their importation may be effected.

ART. 15. The arms, parts of guns, and ammunition intended for the troops of His Shereefian Majesty will be admitted after the fulfillment of the following formalities:

A declaration signed by the Moorish Minister of War, describing the number and nature of such articles ordered abroad, must be presented to the legation of the country of their origin, whose visa shall be affixed thereto.

The passage through the customs of the cases and packages containing the arms and munitions, delivered at the order of the Moorish Government, shall be effected upon the presentation:

1. Of the aforesaid declaration.

2. Of the invoice indicating the number and weight of the packages and the number and kind of the arms and munitions contained therein. This document must be visaed by the legation of the country of their origin, which will mark on the back the successive amounts previously passed through the cus-

tir du moment où la commande aura été intégralement livrée.

ART. 16. L'importation des armes de chasse et de luxe, pièces d'armes, cartouches chargées et non chargées, est également interdite. Elle pourra, toutefois, être autorisée:

1.<sup>o</sup> pour les besoins strictement personnels de l'importateur,

2.<sup>o</sup> pour l'approvisionnement des magasins d'armes autorisés conformément à l'article 18.

ART. 17. Les armes et munitions de chasse ou de luxe seront admises pour les besoins strictement personnels de l'importateur, sur la production d'un permis délivré par le Représentant du Makhzen à Tanger. Si l'importateur est étranger, le permis ne sera établi que sur la demande de la Légation dont il relève.

En ce qui concerne les munitions de chasse, chaque permis portera au maximum sur mille cartouches ou les fournitures nécessaires à la fabrication de mille cartouches.

Le permis ne sera donné qu'à des personnes n'ayant encouru aucune condamnation correctionnelle.

ART. 18. Le commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent, sera réglementé, dès que les circonstances le permettront, par décision chérifienne, prise conformément à l'avis du Corps Diplomatique à Tanger, statuant à la majorité des voix. Il en sera de même des décisions, ayant pour but de suspendre ou de restreindre l'exercice de ce commerce.

Seules, les personnes ayant obtenu une licence spéciale et temporaire du Gouvernement marocain, seront admises à ouvrir et exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse. Cette licence

toms. This visa will be refused when the order shall have been entirely delivered.

ART. 16. The importation of sporting and high-priced arms, parts of guns, cartridges loaded and unloaded, is likewise forbidden. It may none the less be authorized—

1.<sup>o</sup> For the strictly personal requirements of the importer;

2.<sup>o</sup> For supplying the gunshops authorized by article 18.

ART. 17. Sporting and high-priced arms and the ammunition for the same will be admitted for the strictly personal requirements of the importer on presentation of a permit issued by the representative of the Makhzen at Tangier. If the importer is a foreigner, this permit will only be granted at the request of his legation.

With respect to ammunition for sporting purposes, each permit shall allow a maximum of a thousand cartridges or the supplies necessary for the manufacture of a thousand cartridges. The permit shall only be issued to those who have never been sentenced for any offense.

ART. 18. The trade in sporting and high-priced arms, not rifled, of foreign manufacture, as well as of the ammunition appertaining to the same, shall be regulated, as soon as circumstances permit, by a Shereefian decision made in conformity with the advice of a majority of the Diplomatic Body at Tangier. This shall be the case, as well, with decisions intended to suspend or restrict the exercise of such trade.

Only such persons as have secured a special and temporary license from the Moorish Government shall be allowed to open and operate retail shops for the sale of sporting guns and ammunition.

ne sera accordée que sur demande écrite de l'intéressé, appuyée d'un avis favorable de la Légation dont il relève.

Des règlements pris dans la forme indiquée au paragraphe premier de cet article détermineront le nombre des débits pouvant être ouverts à Tanger et, éventuellement, dans les ports qui seront ultérieurement désignés. Ils fixeront les formalités imposées à l'importation des explosifs à l'usage de l'industrie et des travaux publics, des armes et munitions destinées à l'approvisionnement des débits, ainsi que les quantités maxima qui pourront être conservées en dépôt.

En cas d'infractions aux prescriptions réglementaires, la licence pourra être retirée à titre temporaire ou à titre définitif, sans préjudice des autres peines encourues par les délinquants.

ART. 19. Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises prohibées donnera lieu à leur confiscation et, en outre, aux peines et amendes ci-dessous, qui seront prononcées par la juridiction compétente.

ART. 20. L'introduction, ou tentative d'introduction, par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, sera punie:

1.° D'une amende de cinq cents à deux mille pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée;

2.° D'un emprisonnement de cinq jours à un an; ou de l'une des deux pénalités seulement.

ART. 21. L'introduction, ou tentative d'introduction, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, sera punie:

1.° D'une amende de mille à cinq mille pesetas et d'une amende supplémentaire, égale à trois fois la valeur de la marchandise importée;

2.° D'un emprisonnement de

This license shall only be given at the written request of the applicant, indorsed by his legation.

Regulations drawn up in the manner indicated by the first paragraph of this article shall determine the number of such retail shops which may be opened at Tangier and, if occasion arises, in the ports that may be later designated. They shall fix the formalities to be imposed on the importation of explosives intended for industry and public works, of arms and ammunition intended to supply such shops, as well as the maximum quantity of stock that can be kept.

In case of the violation of the regulating ordinances, the license may be temporarily or permanently withdrawn without prejudice to other penalties incurred by the offenders.

ART. 19. Every introduction of, or attempt to introduce, the prohibited merchandise shall make it liable to confiscation, and further to the punishments and fines mentioned below, which shall be pronounced by the competent jurisdiction.

ART. 20. The introduction or attempt to introduce in a port open to commerce, or through a custom-house, shall be punished:

1°. By a fine of from 500 to 2,000 pesetas and an additional fine equal to three times the value of the imported merchandise;

2°. By imprisonment of from five days to a year, or else by only one of these two punishments.

ART. 21. The introduction or attempt to introduce outside a port open to commerce or a custom-house shall be punished:

1°. By a fine of from 1,000 to 5,000 pesetas and an additional fine equal to three times the value of the imported merchandise;

2°. By imprisonment of from

trois mois à deux ans; ou de l'une des deux pénalités seulement.

ART. 22. La vente frauduleuse, le recel et le colportage des marchandises prohibées par le présent règlement seront punis des peines édictées à l'article 20.

ART. 23. Les complices des délits prévus aux articles 20, 21 et 22, seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ART. 24. Quand il y aura des indices sérieux, faisant soupçonner qu'un navire mouillé dans un port ouvert au commerce transporte en vue de leur introduction au Maroc des armes, des munitions ou d'autres marchandises prohibées, les agents de la douane chérifienne devront signaler ces indices à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède, avec l'assistance d'un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, vérifications ou visites qu'elle jugera nécessaires.

ART. 25. Dans le cas d'introduction ou de tentative d'introduction par mer de marchandises prohibées, en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'au paiement des amendes prononcées. Toutefois, la saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer, acceptée par la douane.

ART. 26. Le Makhzen conser-

three months to two years, or else by only one of these two punishments.

ART. 22. The fraudulent sale, the receiving and peddling, of merchandise prohibited by the present regulations shall be punished according to the penalties specified in article 20.

ART. 23. The accomplices in the offenses set forth in articles 20, 21, and 22 shall be liable to the same penalties as the principals. The elements determining complicity shall be adjudged according to the laws of the court in charge of the case.

ART. 24. When there is good reason to suppose that a vessel anchored in a port open to commerce carries guns, ammunition, or other prohibited merchandise, with a view of introducing the same into Morocco, the officers of the Shereefian customs shall so inform the competent consular authority, in order that the latter may carry out, in company with a delegate of the Shereefian customs, such investigations, verifications, or searches as may be judged necessary.

ART. 25. In the case of the introduction or the attempted introduction by sea of prohibited merchandise outside of a port open to commerce, the Moorish customs authorities may bring the vessel to the nearest port, to be turned over to the consular authority, who shall have the right to seize it and continue such seizure until payment of the fines decreed. The vessel may, however, be released at any period of the trial, provided that the judicial proceedings shall not be impeded thereby, on the deposit made with the consular authority of the maximum of the fine, or else under responsible bail accepted by the customs.

ART. 26. The Maghzen may re-

vera les marchandises confisquées, soit pour son propre usage, si elles peuvent lui servir, à condition que les sujets de l'Empire ne puissent s'en procurer, soit pour les faire vendre en pays étranger.

Les moyens de transport à terre pourront être confisqués et seront vendus au profit du Trésor chérifien.

ART. 27. La vente des armes réformées par le Gouvernement marocain sera prohibée dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien.

ART. 28. Des primes, à prélever sur le montant des amendes prononcées, seront attribuées aux indicateurs qui auront amené la découverte des marchandises prohibées et aux agents qui en auront opéré la saisie: ces primes seront ainsi attribuées après déduction, s'il y a lieu, des frais du procès, un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs, un tiers aux agents ayant saisi la marchandise, et un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor chérifien.

ART. 29. Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déferées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ART. 30. Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du règlement sur la contrebande des

tain the confiscated merchandise either for its own use, if able to utilize it, on condition that the subjects of the Empire shall not be able to get possession of it, or it shall dispose of it abroad.

The conveyances of the same on shore may be confiscated and shall be sold for the profit of the Sherreefian Treasury.

ART. 27. The sale of arms condemned by the Moorish Government shall be prohibited throughout the Shereefian Empire.

ART. 28. Rewards taken out of the amount of the fines levied are to be given to the informants who have been instrumental in discovering forbidden merchandise and to the agents who have effected its seizure. Such rewards shall be assigned after deducting, if necessary, the costs of the trial, one-third to be distributed by the customs among the informants, one-third to the officers who seized the merchandise, and one-third to the Moroccan Treasury.

If the seizure has been effected without the intervention of an informer one-half of the fines shall go to the officer making the seizure and the other half to the Sherreefian Treasury.

ART. 29. The Moorish customs authorities shall notify directly the diplomatic or consular agents of any violations of this regulation, committed by those under their jurisdiction, in order that the same may be prosecuted before the proper jurisdiction.

Similar violations committed by Moorish subjects shall be submitted directly by the customs to the Shereefian authority.

A delegate of the customs shall be assigned to follow the procedure of cases pending before the different jurisdictions.

ART. 30. In the region bordering on Algeria, the enforcement of the regulations on the contra-

armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff et, en général dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

### CHAPITRE III

#### *Acte de concession d'une Banque d'Etat*

ART. 31. Une Banque sera instituée au Maroc sous le nom de "Banque d'Etat du Maroc" pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est accordée par Sa Majesté la Sultan, pour une durée de quarante années à partir de la ratification du présent Acte.

ART. 32. La Banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'Empire marocain.

La Banque maintiendra, pour le terme de deux ans à compter de la date de son entrée en fonctions, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or.

ART. 33. La Banque remplira, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'Empire. A cet effet, le Gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la Banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de

band of arms shall be the exclusive concern of France and Morocco.

Similarly, the enforcement of the regulation on the contraband of arms in the Riff and in general in the regions bordering on the Spanish possessions shall be the exclusive concern of Spain and Morocco.

### CHAPTER III.

#### *Act of concession for a State Bank.*

ART. 31. A bank shall be established in Morocco under the name of the "State Bank of Morocco," to exercise the following specified rights, which are granted to it by His Majesty the Sultan for a period of forty years, to date from the ratification of this act.

ART. 32. The Bank, which will have power to carry on all transactions entering into the operations of a bank, shall have the exclusive privilege of issuing notes to bearer, payable on presentation and receivable for public dues throughout the Moorish Empire.

The Bank shall maintain for a period of two years, to date from its going into operation, cash on hand at least equal to half its notes in circulation, and equal to at least one-third after the expiration of said period of two years. At least one-third of such cash on hand is to be gold bullion or gold coin.

ART. 33. The Bank shall, to the exclusion of every other bank or establishment of credit, discharge the duty of disbursing treasurer of the Empire. To this end the Moorish Government shall take all necessary measures to deposit in the Bank the proceeds of the customs revenues, exclusive of the part thereof applied to the loan of

l'Emprunt 1904 et des autres revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créée en vue de l'accomplissement de certains travaux publics, le Gouvernement marocain devra le faire verser à la Banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la Banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'Emprunt 1904 qui se trouve régi par un Contrat spécial.

ART. 34. La Banque sera l'agent financier du Gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, sans préjudice du droit pour le Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour les dits emprunts, la Banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les Bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le Gouvernement marocain voudrait négocier, sans en faire l'objet d'une émission publique, la Banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du Gouvernement marocain.

ART. 35. A valoir sur les rentrées du Trésor, la Banque fera au Gouvernement marocain des avances en compte-courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La Banque ouvrira, en outre, au Gouvernement, pour une durée de dix ans à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé en pre-

1904, and such other revenues as it may designate.

With reference to the special tax established in order to carry out certain public works, the Moorish Government must have the same deposited in the Bank, as well as the revenues it may later pledge for its loans, the Bank being especially charged with the payments thereon, except, however, in the case of the loan of 1904, which is governed by special contract.

ART. 34. The Bank shall be the financial agent of the Government both within and without the Empire, without prejudice to the Government's right to apply to other banking houses or establishments of credit for its public loans. The Bank, however, shall enjoy, in regard to such loans, a right of preference, other conditions being equal, over any bank or credit establishment.

For Treasury notes or other short-term notes which the Moorish Government may wish to negotiate without making it a public issue, the Bank shall, however, be charged, to the exclusion of every other establishment, with negotiating the same for the account of the Moorish Government, either in Morocco or abroad.

ART. 35. The Bank shall make advances to the Moroccan Government on account current up to a million francs, chargeable against Treasury receipts.

The Bank shall likewise open a credit account for the Government for the period of ten years, to date from its establishment, such account not to exceed two-thirds of its initial capital.

This credit account shall be distributed over several years and

mier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police organisés conformément aux décisions prises par la Conférence, et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fonds spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de sept pour cent, commission de banque comprise, et la Banque pourra demander au Gouvernement de lui remettre en garantie de leur montant une somme équivalente en Bons du Trésor.

Si, avant l'expiration des dix années, le Gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la Banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

ART. 36. Le produit de la taxe spéciale (Articles 33 et 66) formera un fonds spécial dont la Banque tiendra une comptabilité à part. Ce fonds sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la Conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la Banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte-courant au Trésor.

ART. 37. La Banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la Banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe

employed primarily for the expenses of establishing and maintaining the bodies of police, organized in conformity to the decisions adopted by the conference, and secondarily for the expenses of such works of public interest as might not be charged to the special fund as provided for by the following article:

The maximum rate for these two advances will be 7 per cent, bank commission included, and the Bank may ask the Government to give as security an equal amount in Treasury notes.

If before the expiration of the said term of ten years the Moorish Government should contract a loan, the Bank would have the right to obtain the immediate reimbursement of its advances made in accordance with the second paragraph of the present article.

ART. 36. The proceeds of the special tax (articles 33 and 66) shall form a special fund for which the Bank shall keep a separate account. This fund shall be employed in conformity to the regulations adopted by the conference.

In the case of its insufficiency, and chargeable to later receipts, the Bank may open a special credit for such fund, the amount of which should not exceed the total of the receipts for the previous year.

The conditions of the rate and commission shall be the same as those established by the preceding article for advances to the Treasury on account current.

ART. 37. The Bank shall take such measures as it may deem conducive to a sounder monetary situation in Morocco. Spanish currency shall continue to be permitted to circulate as legal tender.

In consequence, the Bank shall have the exclusive charge of purchasing precious metals, of strik-

et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain.

ART. 38. La Banque, dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

ART. 39. Les emplacements nécessaires à l'établissement de la Banque ainsi que de ses succursales et agences au Maroc seront mis gratuitement à sa disposition par le Gouvernement et, à l'expiration de la concession, le Gouvernement en reprendra possession et remboursera à la Banque les frais de construction de ces établissements. La Banque sera, en outre, autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

ART. 40. Le Gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la Banque, de ses succursales et agences. A cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements.

ART. 41. La Banque, ses succursales et agences, seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaies destinés aux opérations de la Banque, seront autorisées et exemptes de tout droit.

ART. 42. Le Gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la Banque par un Haut Commissaire marocain, nommé par lui, après entente préalable avec le Conseil d'Administration de la Banque.

Ce Haut Commissaire aura le

ing and melting coins, as well as of all its other monetary operations for the account and profit of the Moorish Government.

ART. 38. The home office of the Bank shall be at Tangier, but it shall establish branches and agencies in the principal cities of Morocco or in any other place it may deem expedient.

ART. 39. The land necessary for the establishment of the Bank, as well as its branches and agencies in Morocco, shall be placed gratuitously at its disposal by the Government, and at the expiration of the concession the Government shall retake possession of it and reimburse the Bank for the cost of building these establishments. The Bank shall further be authorized to purchase such houses and land as it may require for the same purpose.

ART. 40. The Shereefian Government shall insure and be responsible for the safety and protection of the Bank, its branches and agencies. To this end it shall place an adequate guard at the disposal of each establishment in every city.

ART. 41. The Bank, its branches and agencies, shall be exempt from all imposts or dues, ordinary or extraordinary, existing or to be created. The same exemption shall be extended to real estate devoted to its use, and to the certificates and coupons of its shares and to its notes. The importation and exportation of metals and coins intended for banking operations shall be authorized and exempted from every tax.

ART. 42. The Shereefian Government shall exercise its high supervision over the Bank by a High Commissioner, whom it shall appoint after a previous agreement with the Bank's Board of Directors.

This High Commissioner shall

droit de prendre connaissance de la gestion de la Banque; il contrôlera l'émission des billets de Banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le Haut Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau; il sera chargé de la surveillance des relations de la Banque avec le Trésor Impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la Banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des Censeurs.

Le Gouvernement chérifien nommera un ou deux Commissaires adjoints qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du Trésor avec la Banque.

ART. 43. Un règlement, précisant les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain, sera établi par le Comité spécial prévu à l'article 57 et approuvé par les Censeurs.

ART. 44. La Banque, constituée avec approbation du Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

ART. 45. Les actions intentées au Maroc par la Banque seront portées devant le Tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions, intentées au Maroc contre la Banque, seront portées devant un Tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le Corps Diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs, et de leurs suppléants.

Ce Tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées

have the right to examine into the management of the Bank. He shall supervise the issuance of bank notes and shall see that the provisions of the concession are strictly observed.

The High Commissioner shall sign every note or affix thereto his seal. He shall be charged with the supervision of the relations between the Bank and the Imperial Treasury.

He shall take no part in the administration or transaction of the banking business, but he shall always have the right to attend the meetings of the Censors.

The Shereefian Government shall appoint one or two deputy commissioners, who shall be especially charged with the supervision of the financial transactions of the Treasury with the Bank.

ART. 43. A set of rules defining the relations of the Bank and of the Moorish Government shall be framed by the special committee provided for in article 57 and approved by the Censors.

ART. 44. The Bank, organized with the approval of the Government of His Shereefian Majesty in the form of a corporation, shall be governed by the French law relative thereto.

ART. 45. Actions instituted in Morocco by the Bank shall be brought before the Consular Court of the defendant or before the jurisdiction of Morocco, in accordance with the rules of competence established by the Shereefian treaties and firmans.

Actions instituted in Morocco against the Bank shall be brought before a special tribunal consisting of three consular magistrates and two associates. The Diplomatic Body shall, each year, arrange the list of magistrates, associates, and substitutes.

This tribunal shall apply to such cases the rules of law, procedure, and competence established by the

en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par ce Tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne qui statuera en dernier ressort.

ART. 46. En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la Banque sur l'exécution des Statuts ou à raison des affaires sociales.

ART. 47. Les Statuts de la Banque seront établis d'après les bases suivantes par un Comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les Censeurs et ratifiés par l'Assemblée générale des actionnaires.

ART. 48. L'Assemblée générale constitutive de la Société fixera le lieu où se tiendront les Assemblées des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration; toutefois, ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville s'il le juge utile.

La Direction de la Banque sera fixée à Tanger.

ART. 49. La Banque sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société; ce sont eux notamment qui nommeront les Directeurs, Sous-Directeurs et Membres de la Commission, indiquée à l'article 54, ainsi que les Directeurs des Succursales et Agences.

Tous les employés de la Société

French legislation in commercial matters. Appeals from judgments pronounced by this tribunal shall be taken to the Federal Court of Lausanne, whose decision shall be final.

ART. 46. In case of dispute over the clauses of the concession or litigation arising between the Moorish Government and the Bank, the difference shall be referred, without appeal or recourse, to the Federal Court of Lausanne.

All disputes arising between the shareholders and the Bank in regard to the enforcement of the by-laws or by reason of the corporate business shall likewise be referred, without appeal or recourse, to the same court.

ART. 47. The by-laws of the Bank shall be framed on the following bases by a special committee provided for in article 57. They shall be approved by the Censors and ratified by the General Assembly of Shareholders.

ART. 48. The General Constituent Assembly of the corporation shall fix the place where the meetings of the shareholders and the sessions of the Board of Directors shall be held; the latter, however, shall have the faculty of meeting at any other city if it deems it expedient.

The office of the manager of the Bank shall be at Tangier.

ART. 49. The Bank shall be administered by a Board of Directors consisting of as many members as there are parts in the initial capital.

The Directors shall have the most extensive powers for the administration and management of the corporation; they shall especially appoint the managers, assistant managers, and members of the commission indicated in article 54, as well as the managers of branches and agencies.

The employees of the company

seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses Puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

ART. 50. Les Administrateurs, dont la nomination sera faite par l'Assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. A l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des Administrateurs; ils seront rééligibles.

A la constitution de la Société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'Administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des Administrateurs, lors du remplacement de ces derniers, ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils pourront justifier être encore en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où, par suite de ces dispositions, un groupe souscripteur ne se trouverait plus en mesure de désigner un administrateur, l'Assemblée générale des actionnaires, pourvoirait directement à cette désignation.

ART. 51. Chacun des établissements ci-après: Banque de l'Empire Allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France, nommera, avec l'agrément de son Gouvernement, un Censeur auprès de la Banque d'Etat du Maroc.

Les Censeurs resteront en fonc-

shall be recruited so far as possible from among the citizens, subjects, or protégés of the several powers which have taken part in subscribing the capital.

ART. 50. The Directors, who shall be appointed by the General Assembly of Shareholders, shall be nominated by the groups subscribing the capital.

The first Board shall remain five years in office. At the expiration of this period, there shall be a renewal at the rate of three members annually. The order of outgoing Directors shall be determined by lot; they may be re-elected.

On the constitution of the corporation, each subscribing group shall have the right to nominate as many directors as it shall have subscribed entire parts, but such groups shall not be compelled to select candidates of their own nationality.

The subscribing groups shall not retain their right of nominating directors when the latter are superseded or reelected, unless they can prove that they still have in their possession at least one-half the share conferring that right upon them.

In a case where, by reason of these provisions, a subscribing group should be no longer in a position to nominate a director, the General Assembly of Shareholders shall make a direct nomination.

ART. 51. Each of the following institutions: the Bank of the German Empire, the Bank of England, the Bank of Spain, and the Bank of France, shall, with their Government's approval, appoint a Censor for the State Bank of Morocco.

The Censors shall remain in

tions pendant quatre années. Les Censeurs sortants peuvent être désignés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire, mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester en charge.

ART. 52. Les Censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent Acte des Puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci, veiller sur le bon fonctionnement de la Banque et assurer la stricte observation des clauses de la Concession et des Statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires, ni dans l'administration intérieure de la Banque.

Chacun des Censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la Banque, demander, soit au Conseil d'Administration, soit à la Direction, des informations sur la gestion de la Banque et assister aux réunions du Conseil d'Administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre Censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entr'eux. D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu, si trois des Censeurs l'exigent.

Les quatre Censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport annuel qui sera annexé à celui du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration transmettra, sans délai, une copie de ce rapport à chacun des Gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

office four years. The outgoing Censors may be reappointed.

In the case of death or resignation the institution which had appointed the former incumbent shall fill the vacancy, but only for the unexpired term of the vacated office.

ART. 52. The Censors who shall exercise their mandate by virtue of this act of the Signatory Powers shall, in the interests of the latter, see that the Bank is efficiently operated and insure the strict observance of the clauses of the concession and of the statutes. They shall see that the regulations governing the issuance of notes are precisely fulfilled, and shall supervise the operations tending to put the monetary situation on a sound basis, but they shall never, under any pretext, interfere in the conduct of business or in the internal administration of the Bank.

Each of the Censors shall be empowered to examine at all times the Bank accounts, and to call for information either from the Board of Directors or the manager's office with regard to the management of the Bank, and attend the meetings of the Board of Directors, but only in an advisory capacity.

The four Censors shall meet at Tangier in the discharge of their duties at least once every two years, at a time to be fixed by them. Other meetings at Tangier or elsewhere may take place if three of the Censors should demand it.

The four Censors shall draw up in common accord an annual report, which shall be annexed to that of the Board of Directors. The Board of Directors shall transmit without delay a copy of such report to each of the Governments signatory to the act of the conference.

ART. 53. Les émoluments et indemnités de déplacement, affectés aux Censeurs, seront établis par le Comité d'étude des Statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les Banques chargées de leur désignation et remboursés à ces établissements par la Banque d'Etat du Maroc.

ART. 54. Il sera institué à Tanger auprès de la Direction une Commission dont les membres seront choisis par le Conseil d'Administration sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la Banque.

Cette Commission, qui sera présidée par un des Directeurs, ou Sous-Directeurs, donnera son avis sur les escomptes et ouvertures de crédits.

Elle adressera un rapport mensuel sur ces diverses questions au Conseil d'Administration.

ART. 55. Le capital, dont l'importance sera fixée par le Comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à quinze millions de francs, ni supérieur à vingt millions, sera formé en monnaie or et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à cinq cents francs, seront libellées dans les diverses monnaies or, à un change fixe, déterminé par les Statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

ART 56. Le capital initial de la Banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les Puissances représentées à la Conférence.

ART. 53. The Censors' emoluments and traveling expenses shall be fixed by the committee on by-laws. They shall be paid directly by the banks charged with their nomination, and the amount reimbursed to these institutions by the State Bank of Morocco.

ART. 54. To assist the manager's office a committee shall be established at Tangier, the members of which shall be chosen by the Board of Directors, without distinction of nationality, from among the notables residing at Tangier and holding shares of the Bank.

This committee, which shall be presided over by one of the managers or assistant managers, shall give its advice on questions of discounts and opening of credit accounts.

It shall transmit a monthly report on these various subjects to the Board of Directors.

ART. 55. The capital, of which the amount shall be fixed by the special committee designated in article 57, shall be not less than fifteen million francs nor more than twenty million francs, and shall be of gold coin, and the shares thereof, of the value of five hundred francs each, shall be inscribed with the various gold coinages at a fixed rate of exchange, as determined by the by-laws.

The said capital may thereafter be increased at one or more times by a decision of the General Assembly of Shareholders.

The subscription to the increased capital shall be reserved for all shareholders, without distinction of groups, in proportion to their individual holdings.

ART. 56. The initial capital of the Bank shall be divided into as many equal parts as there are participants among the powers represented at the conference.

A cet effet, chaque Puissance désignera une Banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci dessus spécifié, ainsi que le droit de désignation des Administrateurs prévu à l'article 50. Toute banque, choisie comme chef de groupe, pourra avec l'autorisation de son Gouvernement être remplacée par une autre banque du même pays.

Les Etats, qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription, auront à communiquer cette intention au Gouvernement Royal d'Espagne dans un délai de quatre semaines, à partir de la signature du présent Acte par les représentants des Puissances.

Toutefois, deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au *Consortium* des banques signataires du contrat du 12 Juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le *Consortium* à la Banque d'Etat du Maroc:

1° des droits spécifiés à l'article 33 du contrat;

2° du droit inscrit à l'article 32 (§ 2) du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège général conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de Titres sur la totalité du Produit des Douanes.

ART. 57. Dans un délai de trois semaines à partir de la clôture de la souscription, notifiée par le Gouvernement Royal d'Espagne aux Puissances intéressées, un Comité spécial, composé de délégués nommés par les groupes souscripteurs, dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des Administrateurs, se réunira afin d'élaborer les Statuts de la Banque.

L'Assemblée générale consti-

To this end, each power shall designate a bank which shall exercise either for itself or for a group of banks the above-specified right of subscription, as well as the right of nomination of the Directors, as provided in article 50. Any bank selected as head of a group may, with its Government's authorization, be superseded by another bank of the same country.

States wishing to avail themselves of their rights of subscription must notify such intention to the Royal Government of Spain within a period of four weeks from the signature of this act by the representatives of the powers.

Two parts, however, equal to those reserved to each of the subscribing groups, shall be assigned to the *consortium* of banks signatory of the contract of June 12, 1904, in compensation for the cession which shall be made by the *consortium* to the State Bank of Morocco:

(1) Of the rights specified in article 33 of the contract;

(2) Of the right inscribed in article 32 (paragraph 2) of the contract concerning the available balance of the customs receipts, with the express reservation of the general preferential right to the aggregate proceeds of customs granted to bondholders by article 11 of the same contract.

ART. 57. Within a period of three weeks from the time of closing the subscriptions, notified by the Royal Government of Spain to the powers interested, a special committee composed of delegates appointed by the subscribing groups, as provided in article 50 for the appointment of Directors, shall meet with a view to elaborating the by-laws of the Bank.

The General Constituent As-

tutive de la Société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent Acte.

La rôle du Comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la Société.

Le Comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

ART. 58. Aucune modification aux Statuts ne pourra être apportée si ce n'est sur la proposition du Conseil d'Administration et après avis conforme des Censeurs et du Haut Commissaire Impérial.

Ces modifications devront être votées par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

#### CHAPITRE IV

*Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus*

ART. 59. Dès que le *tertib* sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les Représentants des Puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que le dit impôt ne sera appliqué aux étrangers,

a) que dans les conditions fixées par le règlement du Corps Diplomatique à Tanger en date du 23 Novembre 1903,

b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

sembly shall meet two months after the ratification of this act.

The functions of such special committee shall cease upon the organization of the corporation.

The special committee shall fix the place of its meetings.

ART. 58. No modification shall be made in the by-laws except on the motion of the Board of Directors and with the advice and consent of the Censors and the Imperial High Commissioner.

Such modifications must be voted by a three-quarters majority, either present or represented, of the General Assembly of Shareholders.

#### CHAPTER IV.

*A declaration concerning a better return of taxes and the creation of new revenues.*

ART. 59. As soon as the "*tertib*" shall have been put into regular operation with regard to Moorish subjects, the representatives of the powers at Tangier shall subject their citizens, subjects, and protégés in the Empire to the application thereof. But it is understood that this tax shall not be applied to foreign subjects except—

(a) Under the conditions stipulated by the regulation of the Diplomatic Body at Tangier on November 24, 1903;

(b) At places where it shall effectively be collected from Moorish subjects.

The consular authorities shall retain a certain percentage of the receipts of the taxes they collect from those subject to their jurisdiction to cover the cost of tax bills and collection.

The rate of such percentage shall be fixed by mutual agreement between the Maghzen and the Diplomatic Body at Tangier.

ART. 60. Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de dix kilomètres autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale, et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la Convention de Madrid.

A Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour et, éventuellement, dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le Makhzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications.

ART. 61. Dans le but de créer de nouvelles ressources au Makh-

ART. 60. In accordance with the right granted by article 11 of the Madrid Convention, foreigners shall have the right to acquire property throughout the Shereefian Empire, and His Majesty the Sultan shall issue to his administrative and judicial officers such instructions as may be necessary for them not to refuse the registration of deeds without lawful cause. Subsequent transfers, either by deeds between living parties or by death, shall continue without hindrance.

In the ports open to commerce and within a radius of ten kilometers around such ports, His Majesty the Sultan, generally and without it being necessary henceforth for foreign subjects to obtain a special permission for each purchase of property, now grants the consent required by article 11 of the Madrid Convention.

At Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour, and eventually in other towns of the coast or the interior, the general authorization stated above is likewise granted to foreigners, but only for purchasers within a radius of two kilometers around those towns.

Wherever foreigners may have acquired property they will be permitted to erect buildings in compliance with regulations and usage.

Before authorizing the execution of deeds for transferring property, the Cadi will have to satisfy himself of the validity of the title in conformity to the Mohammedan law.

The Maghzen shall designate in each city and district specified in this article the Cadi who shall have charge of such verification.

ART. 61. With a view to creating new resources for the Magh-

zen, la Conférence reconnaît, en principe, qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipales et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction; mais le locataire ou le détenteur de la clef en sera responsable envers le Trésor marocain.

Un règlement édicté, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et le Corps Diplomatique à Tanger, fixera le taux de la taxe, son mode de perception et d'application et déterminera la quotité des ressources ainsi créées qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire international, qui en règlera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale.

ART. 62. Sa Majesté Chérifienne, ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains, chargés de la perception des impôts agricoles, ne recevraient plus des populations ni *sokhra* ni *mouna*, la Conférence estime que cette règle devra être généralisée autant que possible.

ART. 63. Les Délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du Makhzen, occupés contre paiement de la redevance de six pour cent, sont détenus par des ressortissants étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à révision. La Conférence, désireuse de remédier à cet état de choses, charge le Corps Diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux ques-

zen, the conference recognizes in principle that a tax may be established on city buildings.

A part of the receipts thus realized shall be set aside for the requirements of municipal streets and hygiene, and generally for the expense of improvement and conservation of the cities.

The tax is due from the Moorish or foreign owner, without distinction, but the tenant or the holder of the key shall be responsible to the Moorish Treasury.

Regulations issued jointly by the Shereefian Government and the Diplomatic Body at Tangier shall establish the rate, its method of collection and application, and shall determine the quota of revenue thus created which shall be devoted to the expense of improvement and conservation of the cities.

At Tangier this quota shall be turned over to the International Sanitary Council, which shall decide as to its use until the creation of a municipal organization.

ART. 62. His Shereefian Majesty having decided in 1901 that the Moorish officials who collect the agricultural taxes should no longer receive either the "*sokhra*" or the "*mouna*," the conference is of the opinion that this rule should be made general, so far as is possible.

ART. 63. The Shereefian delegates have stated that habous property, or certain State property, notably buildings of the Maghzen, occupied at a rental of 6 per cent, are held by persons subject to foreign jurisdiction without regular title or by virtue of contracts subject to revision. The conference, desirous of remedying this state of affairs, charges the Diplomatic Body at Tangier to solve these two questions equitably, in accord with the

tions, d'accord avec le Commissaire spécial que Sa Majesté Chérifienne voudra bien désigner à cet effet.

ART. 64. La Conférence prend acte des propositions formulées par les Délégués chérifiens au sujet de la création de taxes sur certains commerces, industries et professions.

Si, à la suite de l'application de ces taxes aux sujets marocains, le Corps Diplomatique à Tanger estimait qu'il y a lieu de les étendre aux ressortissants étrangers, il est, dès à présent spécifié que les dites taxes seront exclusivement municipales.

ART. 65. La Conférence se rallie à la proposition faite par la Délégation marocaine d'établir avec l'assistance du Corps Diplomatique;

a) un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les adouls;

b) un droit de mutation, au maximum de deux pour cent, sur les ventes immobilières;

c) un droit de statistique et de pesage, au maximum de un pour cent *ad valorem*, sur les marchandises transportées par cabotage;

d) un droit de passeport à percevoir sur les sujets marocains;

e) éventuellement, des droits de quais et de phares dont le produit devra être affecté à l'amélioration des ports.

ART. 66. A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à deux et demi pour cent *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien.

Le programme des travaux et leur ordre de priorité seront

special commissioner whom His Shereefian Majesty may be pleased to designate to that effect.

ART. 64. The conference takes formal note of the proposition formulated by the Shereefian delegates on the subject of taxes to be created on certain trades, industries, and professions.

If as the result of the collection of such taxes from Moorish subjects the Diplomatic Body at Tanger should deem it advisable to extend the same to those under foreign jurisdiction, it is hereby specified that the said taxes shall be exclusively municipal.

ART. 65. The conference adheres to the proposition proposed by the Moorish delegation to create, with the assistance of the Diplomatic Body—

(a) A stamp tax on contracts and notarial acts brought before "adouls."

(b) A maximum transfer tax of 2 per cent on sales of real estate.

(c) A statistical and weighing tax of a maximum of 1 per cent *ad valorem* on merchandise transported by coasting vessels.

(d) A passport fee to be collected from Moorish subjects.

(e) Eventually, wharfage and light-house dues, the proceeds of which shall be devoted to harbor improvement.

ART. 66. Merchandise of foreign origin shall temporarily be subject on entry into Morocco to special taxes amounting to 2½ per cent *ad valorem*. The whole proceeds of this special tax shall form a special fund, which shall be devoted to the execution of and expenses connected with public works for the development of navigation and the general trade of the Shereefian Empire.

The programme of works and their order of priority shall be

arrêtés, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et par le Corps Diplomatique à Tanger.

Les études, devis, projets et cahiers des charges s'y rapportant seront établis par un ingénieur compétent nommé par le Gouvernement chérifien d'accord avec le Corps Diplomatique. Cet ingénieur pourra, au besoin, être assisté d'un ou plusieurs ingénieurs adjoints. Leur traitement sera imputé sur les fonds de la caisse spéciale.

Les fonds de la caisse spéciale seront déposés à la Banque d'Etat du Maroc qui en tiendra la comptabilité.

Les adjudications publiques seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un Règlement que le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir avec le Représentant de Sa Majesté Chérifienne.

Le bureau d'adjudication sera composé d'un représentant du Gouvernement chérifien, de cinq délégués du Corps Diplomatique et de l'ingénieur.

L'adjudication sera prononcée en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

En ce qui concerne les sommes provenant de la taxe spéciale et qui seraient perçues dans les bureaux de douane établis dans les régions visées par l'article 103 du Règlement sur les douanes, leur emploi sera réglé par le Makhzen avec l'agrément de la Puissance limitrophe, conformément aux prescriptions du présent article.

ART. 67. La Conférence, sous réserve des observations présentées à ce sujet, émet le vœu que les droits d'exportation des marchandises ci-après soient réduits de la manière suivante:

determined jointly by the Shereefian Government and the Diplomatic Body at Tangier.

The surveys, estimates, plans, and specifications appertaining thereto shall be made by a competent engineer, appointed by the Shereefian Government jointly with the Diplomatic Body. This engineer may, if necessary, be assisted by one or more assistant engineers. Their salaries shall be charged to the special fund.

The special fund will be deposited with the State Bank of Morocco, which is to keep its accounts.

Public contracts shall be awarded in the form and under the general terms prescribed by the regulations that the Diplomatic Body at Tangier is charged to frame, together with the representative of His Shereefian Majesty.

The board of awards shall consist of one representative of the Shereefian Government, of five delegates of the Diplomatic Body, and of the engineer.

The award shall be given in favor of the bidder who, in conformity with the specifications, may submit the bid offering the most advantageous general terms.

As for the sums yielded by the special tax and collected at the customs-houses, in the districts specified in article 103 of the Customs Regulations, their expenditure will be determined upon by the Maghzen, with the consent of the neighboring power, in accordance with the clauses of this article.

ART. 67. The conference, without detriment to the observations offered upon this point, expresses the wish that the export duties on the following merchandise be reduced as follows:

|              |    |          |            | Per cent. |
|--------------|----|----------|------------|-----------|
| Pois chiches | 20 | pour 100 | Chick-peas | 20        |
| Maïs         | 20 | " 100    | Corn       | 20        |
| Orge         | 50 | " 100    | Barley     | 50        |
| Blé          | 34 | " 100    | Wheat      | 34        |

ART. 68. Sa Majesté Chérifienne consentira à élever à dix mille le chiffre de six mille têtes de bétail de l'espèce bovine que chaque Puissance aura le droit d'exporter du Maroc. L'exportation pourra avoir lieu par tous les bureaux de douane. Si, par suite de circonstances malheureuses, une pénurie de bétail était constatée dans une région déterminée, Sa Majesté Chérifienne pourrait interdire temporairement la sortie du bétail par le port, ou les ports qui desservent cette région. Cette mesure ne devra pas excéder une durée de deux années; elle ne pourra pas être appliquée à la fois à tous les ports de l'Empire.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions précédentes ne modifient pas les autres conditions de l'exportation du bétail fixées par les firmans antérieurs.

La Conférence émet, en outre, le vœu qu'un service d'inspection vétérinaire soit organisé au plus tôt dans les ports de la côte.

ART. 69. Conformément aux décisions antérieures de Sa Majesté Chérifienne et notamment à la décision du 28 septembre 1901, est autorisé entre tous les ports de l'Empire le transport par cabotage des céréales, graines, légumes, œufs, fruits, volailles, et, en général, des marchandises et animaux de toute espèce, originaires ou non du Maroc, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux pour lesquels un permis spécial du Makhzen sera nécessaire. Le cabotage pourra être effectué par des bateaux de toute nationalité, sans que les dits articles aient à payer les droits d'exportation, mais en se conformant aux droits spéciaux et aux règlements sur la matière.

ART. 68. His Shereefian Majesty will consent to increase from six to ten thousand the number of head of cattle of the bovine species which each power shall have the right to export from Morocco. Such exportation may be effected through any custom-house. If by misfortune there should be a scarcity of cattle in any particular district his Shereefian Majesty shall have the right to temporarily forbid the exportation of cattle through the port or ports of that district. Such measure shall not exceed two years; nor shall it be applied at the same time to all the ports of the Empire.

It is further understood that the preceding provisions do not modify the other conditions for the exportation of cattle as fixed by previous firmans.

The conference expresses the additional wish that a veterinary inspection be organized as soon as possible at the seaports.

ART. 69. In accordance with the previous decisions of His Shereefian Majesty, and notably the decision of September 28th, 1901, the transportation is allowed by coasting vessels, between all ports of the Empire, of cereals, grains, vegetables, fruits, eggs, poultry, and in general of merchandise and animals of every kind, of Moroccan origin or not; except horses, donkeys, and camels, for which a special permit from the Maghzen will be necessary. Such coasting trade may be carried on by vessels of every nationality without such articles being subjected to payment of the export duties, but subject to the special taxes and regulations relative thereto.

ART. 70. Le taux des droits de stationnement ou d'ancrage imposés aux navires dans les ports marocains se trouvant fixé par des traités passés avec certaines Puissances, ces Puissances se montrent disposés à consentir la révision des dits droits. Le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir, d'accord avec le Makhzen, les conditions de la révision qui ne pourra avoir lieu qu'après l'amélioration des ports.

ART. 71. Les droits de magasinage en douane seront perçus dans tous les ports marocains où il existera des entrepôts suffisants, conformément aux règlements pris ou à prendre sur la matière par le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, d'accord avec le Corps Diplomatique à Tanger.

ART. 72. L'opium et le kif continueront à faire l'objet d'un monopole au profit du Gouvernement chérifien. Néanmoins, l'importation de l'opium spécialement destiné à des emplois pharmaceutiques sera autorisée par permis spécial, délivré par le Makhzen, sur la demande de la Légation dont relève le pharmacien ou médecin importateur. Le Gouvernement Chérifien et le Corps Diplomatique régleront, d'un commun accord, la quantité maxima à introduire.

ART. 73. Les Représentants des Puissances prennent acte de l'intention du Gouvernement chérifien d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole existant en ce qui concerne le tabac à priser. Ils réservent le droit de leurs ressortissants à être dûment indemnisés des préjudices que le dit monopole pourrait occasionner à ceux d'entre eux qui auraient des industries créées sous le régime actuel concernant le tabac. A défaut d'entente amiable, l'indemnité sera fixée par des experts désignés par le Makhzen et par le Corps Diplomatique, en se conformant aux

ART. 70. The rate of sojourn and anchorage dues levied on ships in Moorish ports being fixed by treaties with certain powers, the said powers are disposed to consent to a revision of such dues.

The Diplomatic Body at Tangier is therefore charged to effect an agreement with the Maghzen on the terms of such revision, which can not, however, take place until after the improvement of the ports.

ART. 71. The customs storage dues shall be collected in all Moorish ports where there are adequate warehouses, in conformity to the regulations existing or to be adopted in regard thereto by the Government of His Shereefian Majesty in accord with the Diplomatic Body at Tangier.

ART. 72. Opium and kiff will continue to be a monopoly of the Shereefian Government. The importation of opium specially intended for medicinal purposes will, however, be allowed by special permit issued by the Maghzen at the request of the legation, the physician, or apothecary importing the same. The Shereefian Government and the Diplomatic Body shall jointly determine the maximum quantity which may be thus introduced.

ART. 73. The representatives of the powers take note of the Shereefian Government's intention to extend to tobacco of all kinds the monopoly existing in the case of snuff. They reserve the right of their citizens, subjects, and protégés to be duly indemnified for damages which the said monopoly may cause such of them as carry on a tobacco business established under the present system. In case no amicable agreement shall be reached, the damages shall be fixed by experts designated by the Maghzen and the Diplomatic Body, in conformity with the

dispositions arrêtées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 74. Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, sera appliqué aux fermes concernant le monopole de l'opium et du kif. Il en serait de même pour le monopole du tabac, s'il était établi.

ART. 75. Au cas où il y aurait lieu de modifier quelqu'une des dispositions de la présente déclaration, une entente devra s'établir à ce sujet entre le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

ART. 76. Dans tous les cas prévus par la présente déclaration, où le Corps Diplomatique sera appelé à intervenir, sauf en ce qui concerne les articles 64, 70 et 75, les décisions seront prises à la majorité des voix.

#### CHAPITRE V

*Règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande.*

ART. 77. Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou du Maroc, devra, dans les vingt-quatre heures de son admission en libre pratique dans un des ports de l'Empire, déposer au bureau de douane une copie exacte de son manifeste, signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Il devra, en outre, s'il en est requis, donner communication aux agents de la douane de l'original de son manifeste.

La douane aura la faculté d'installer à bord un ou plusieurs gardiens pour prévenir tout trafic illégal.

ART. 78. Sont exempts du dépôt du manifeste:

1.° Les bâtiments de guerre ou affrétés pour le compte d'une Puissance;

provisions governing expropriation for public purposes.

ART. 74. The principle of awarding contracts on bids without preference of nationality shall be applied to the farming of the monopoly of opium and kif. The same rule would apply to the tobacco monopoly, if created.

ART. 75. If the occasion should arise to modify any of the provisions of this declaration, the Maghzen and the Diplomatic Body at Tangier shall reach an understanding on this point.

ART. 76. In all the cases provided for by the present declaration where the Diplomatic Body shall be called upon to intervene, except in what concerns articles 64, 70, and 75, the decision shall be reached by a majority of the votes.

#### CHAPTER V.

*A regulation concerning the customs of the Empire and the repression of fraud and smuggling.*

ART. 77. Every captain of a merchantman coming from a foreign or a Moorish port shall, within twenty-four hours after having been granted free pratique in any of the ports of the Empire, deposit at the customs an exact copy of his manifest, signed by him and certified to by the vessel's consignee. He shall furthermore, if required to do so, produce before the customs authorities the original of his manifest.

The customs shall have power to station one or more watchmen on board to prevent illicit trade.

ART. 78. The following are exempt from depositing the manifest:

1.° Men-of-war or ships chartered for the account of a power.

2.° Les canots appartenant à des particuliers, qui s'en servent pour leur usage, en s'abstenant de tout transport de marchandises;

3.° Les bateaux ou embarcations employés à la pêche en vue des côtes;

4.° Les yachts uniquement employés à la navigation de plaisance et enregistrés au port d'attache dans cette catégorie;

5.° Les navires chargés spécialement de la pose et de la réparation des câbles télégraphiques;

6.° Les bateaux uniquement affectés au sauvetage;

7.° Les bâtiments hospitaliers;

8.° Les navires-écoles de la marine marchande, ne se livrant pas à des opérations commerciales.

ART 79. Le manifeste, déposé à la douane, devra annoncer la nature et la provenance de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, etc.

ART. 80. Quand il y aura des indices sérieux faisant soupçonner l'inexactitude du manifeste, ou quand le capitaine du navire refusera de se prêter à la visite et aux vérifications des agents de la douane, le cas sera signalé à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède avec un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, visites et vérifications qu'elle jugera nécessaires.

ART. 81. Si, à l'expiration du délai de vingt-quatre heures indiqué à l'article 77, le capitaine n'a pas déposé son manifeste, il sera passible, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, d'une amende de cent cinquante pesetas par jour de retard, sans toutefois que cette amende puisse dépasser six cents pesetas. Si le capitaine a présenté frauduleusement un manifeste inexact ou incomplet, il sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la

2.° Boats belonging to private individuals for their personal use and never carrying any merchandise.

3.° Boats or craft used for shore fisheries.

4.° Yachts intended only as pleasure boats and registered as such at their home ports.

5.° Ships especially charged with laying down and repairing telegraphic cables.

6.° Boats exclusively used in life-saving service.

7.° Hospital ships.

8.° Training ships of the merchant marine not engaged in commercial operations.

ART. 79. The manifest deposited at the customs shall state the nature and origin of the cargo, with the marks and numbers of the cases, bales, bundles, casks, etc.

ART. 80. If there is serious reason to suspect the accuracy of the manifest, or in case the captain of the ship should refuse to allow the visit and verifications of customs officers, the case shall be brought to the attention of the proper consular authority, in order that the latter, in company with a delegate of the Shereefian customs, shall undertake the investigations, visits, and verifications that he may judge necessary.

ART. 81. If after twenty-four hours, as stated in article 77, the captain has not deposited his manifest, he shall incur, unless the delay be a case of *vis major*, a fine of 150 pesetas for each day's delay; provided, however, that the fine shall not exceed 600 pesetas. If the captain has fraudulently presented an inaccurate or incomplete manifest, he shall be personally condemned to pay a sum equal to the value of the merchandise for which he has failed to produce the manifest, and a fine of from 500 to

valeur des marchandises pour lesquelles il n'a pas produit de manifeste, et à une amende de cinq cents à mille pesetas, et le bâtiment et les marchandises pourront en outre être saisis par l'autorité consulaire compétente pour la sûreté de l'amende.

ART. 82. Toute personne, au moment de dédouaner les marchandises importées ou destinées à l'exportation, doit faire à la douane une déclaration détaillée, énonçant l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur des marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis qui les contiennent.

ART. 83. Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis ou de marchandises qu'il n'en a été déclaré, le déclarant, à moins qu'il ne puisse justifier de sa bonne foi, devra payer double droit pour les marchandises manquant, et les marchandises présentées seront retenues en douane pour la sûreté de ce double droit; si, au contraire, on trouve à la visite un excédant quant au nombre des colis, à la quantité ou au poids des marchandises, cet excédant sera saisi et confisqué au profit du Makhzen à moins que le déclarant ne puisse justifier de sa bonne foi.

ART. 84. Si la déclaration a été reconnue inexacte quant à l'espèce ou à la qualité, et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, les marchandises inexactement déclarées seront saisies et confisquées au profit du Makhzen par l'autorité compétente.

ART. 85. Dans le cas où la déclaration serait reconnue inexacte quant à la valeur déclarée et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, la douane pourra, soit prélever le droit en nature séance tenante, soit, au cas où la marchandise est indivisible, acquérir la dite marchandise, en payant

1,000 pesetas, and the vessel and merchandise shall be further liable to seizure by consular authority as security for such fine.

ART. 82. Any person about to pass through the customs merchandise imported or intended for exportation shall file in the custom-house a detailed statement setting forth the nature, quality, weight, number, measurement, and value of the merchandise, as well as the nature, marks, and numbers of the packages containing the same.

ART. 83. If there should be found at the time of the visit fewer packages or less merchandise than declared, the declarant, unless able to prove that he has acted in good faith, shall pay double duties for the missing merchandise, and the merchandise presented shall be retained in the customs as security for such double duty. If, on the contrary, there should be found at the time of the visit an excess of packages, or quantity, or weight of the merchandise, this excess shall be seized and confiscated for the benefit of the Maghzen, unless the person making the declaration can prove his good faith.

ART. 84. If the declaration should be found inaccurate as to kind or quality, and the declarant is unable to prove his good faith, the merchandise wrongly declared shall be seized and confiscated by the proper authority for the benefit of the Maghzen.

ART. 85. If the declaration should be found inaccurate as to the declared value, and the declarant should be unable to prove his good faith, the customs may either levy the duty in kind, then and there, or, if the merchandise is indivisible, take the said merchandise by at once paying to the de-

immédiatement au déclarant la valeur déclarée, augmentée de cinq pour cent.

ART. 86. Si la déclaration est reconnue fausse quant à la nature des marchandises, celles-ci seront considérées comme n'ayant pas été déclarées et l'infraction tombera sous l'application des articles 88 et 90 ci-après et sera punie des peines prévues aux dits articles.

ART. 87. Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande de marchandises soumises au droit, soit par mer, soit par terre, seront passibles de la confiscation des marchandises, sans préjudice des peines et amendes ci-dessous qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Seront en outre saisis et confisqués les moyens de transport par terre dans le cas où la contrebande constituera la partie principale du chargement.

ART. 88. Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, seront punis d'une amende ne dépassant pas le triple de la valeur des marchandises, objet de la fraude, et d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, ou de l'une des deux peines seulement.

ART. 89. Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, seront punis d'une amende de trois cents à cinq cents pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

ART. 90. Les complices des délits prévus aux articles 88 et 89 seront passibles des mêmes peines que les

clarant its declared value, plus 5 per cent.

ART. 86. If the declaration should be found false as to the nature of the merchandise the latter shall be considered as not having been declared, and the offense shall fall under articles 88 and 90 hereinbelow, and shall be punished by the penalties provided for in the said articles.

ART. 87. The smuggling, flagrant or attempted, in or out of the country, by land or by sea, of merchandise subject to duty shall be punishable by confiscation of the merchandise, without prejudice to the penalties and fines hereinbelow, which shall be imposed by the proper jurisdiction.

In addition, the conveyances on shore shall be seized and confiscated when smuggled goods form the greater part of the load.

ART. 88. The smuggling, flagrant or attempted, in or out of the country, through a port open to commerce or through a custom-house, shall be punished by a fine not to exceed triple the value of the merchandise so smuggled and by imprisonment of from five days to six months, or by only one of these penalties.

ART. 89. The smuggling, flagrant or attempted, in or out of the country, outside of a port open to commerce or of a custom-house, shall be punished by a fine of from 300 to 500 pesetas, and by an additional fine equal to three times the value of the merchandise, or by imprisonment of from a month to a year.

ART. 90. The accomplices in offenses as provided by articles 88 and 89 shall be liable to the same

auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ART. 91. En cas de tentative ou flagrant délit d'importation, de tentative ou flagrant délit d'exportation de marchandises par un navire en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées.

La saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer acceptée par la douane.

ART. 92. Les dispositions des articles précédents seront applicables à la navigation de cabotage.

ART. 93. Les marchandises, non soumises aux droits d'exportation, embarquées dans un port marocain pour être transportées par mer dans un autre port de l'Empire, devront être accompagnées d'un certificat de sortie délivré par la douane, sous peine d'être assujetties au paiement du droit d'importation et même confisquées si elles ne figuraient pas au manifeste.

ART. 94. Le transport par cabotage des produits soumis aux droits d'exportation ne pourra s'effectuer qu'en consignat au bureau de départ, contre quittance, le montant des droits d'exportation relatifs à ces marchandises.

Cette consignation sera remboursée au déposant par le bureau où elle a été effectuée, sur production d'une déclaration revêtue par la douane de la mention d'arrivée

penalties as the principals. The elements constituting complicity shall be adjudged according to the law of the tribunal in charge of the case.

ART. 91. In the case of smuggling, flagrant or attempted, in or out of the country, by a vessel outside of a port open to commerce, the Moorish customs shall have the right to take such vessel to the nearest port, to be turned over to the consular authority, and the said authority may seize and detain the vessel until it shall have paid the amount of the penalties imposed.

The vessel shall be released at any stage of the action, in so far as the preliminary judicial proceedings are not impeded thereby, upon deposit made with the consular authority of the maximum of the fine, or else under responsible bail accepted by the customs.

ART. 92. The provisions of the preceding articles are also applicable to coasting vessels.

ART. 93. Such merchandise as is not subject to an export duty, shipped in a Moorish port to be transported by sea to some other port in the Empire, shall be accompanied by a certificate issued by the customs, under penalty of being subjected to the payment of import duties, and even of being confiscated, if not entered in the manifest.

ART. 94. The transportation by coasting vessels of products subject to export duties can only be effected by depositing at the custom-house of the port of departure the amount of export duties on such merchandise and taking receipt therefor.

This money shall be returned to the depositor by the custom-house where it was deposited, on production of a declaration on which the customs certify the arrival of such

de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits. Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise devront être produites dans les trois mois de l'expédition. Passé ce délai, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, la somme consignée deviendra la propriété du Makhzen.

ART. 95. Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant au bureau de douane où la liquidation aura été effectuée. Les droits ad valorem seront liquidés suivant la valeur au comptant et en gros de la marchandise rendue au bureau de douane, et franche de droits de douane et de magasinage. En cas d'avaries, il sera tenu compte, dans l'estimation, de la dépréciation subie par la marchandise. Les marchandises ne pourront être retirées qu'après le paiement des droits de douane et de magasinage.

Toute prise en charge ou perception devra faire l'objet d'un récépissé régulier, délivré par l'agent chargé de l'opération.

ART. 96. La valeur des principales marchandises taxées par les Douanes marocaines sera déterminée chaque année, dans les conditions spécifiés à l'article précédent, par une Commission des valeurs douanières, réunie à Tanger et composée de:

- 1.° Trois membres désignés par le Gouvernement marocain,
- 2.° Trois membres désignés par le Corps Diplomatique à Tanger,
- 3.° Un délégué de la Banque d'Etat,
- 4.° Un agent de la Délégation de l'Emprunt marocain 5 %, 1904.

La Commission nommera douze à vingt membres honoraires domiciliés au Maroc, qu'elle consultera quand il s'agira de fixer les valeurs et toutes les fois qu'elle le jugera utile. Ces membres honoraires

merchandise and of the receipt for the deposit of the amount of the duties. The documents proving the arrival of the merchandise shall be produced within three months from the time of shipment. After this term, unless the delay be a case of *vis major*, the amount deposited shall become the property of the Maghzen.

ART. 95. The import and export duties shall be paid cash at the custom-house where liquidation has been made. The ad valorem duties shall be liquidated according to the cash wholesale value of the merchandise delivered in the custom-house and free from customs duties and storage dues. Damages to the merchandise, if any, shall be taken into account in appraising the depreciation thereby caused. Merchandise can only be removed after the payment of customs duties and storage.

The holding of the goods or the collection of duty shall, in every case, be made the subject of a regular receipt delivered by the officer in charge.

ART. 96. The value of the chief articles of merchandise dutiable in the Moorish customs is to be appraised every year under the conditions specified in the foregoing article by a committee on customs valuations, meeting at Tangier, and consisting of—

- 1°. Three members appointed by the Moorish Government.
- 2°. Three members appointed by the Diplomatic Body at Tangier.
- 3°. One delegate of the State Bank.
- 4°. One agent of the delegation of the 5 per cent Moroccan loan of 1904.

This committee shall appoint from twelve to twenty honorary members resident in Morocco, whom it shall consult when called upon to determine the value, and whenever it may see fit. These

seront choisis sur les listes des notables, établies par chaque Légation pour les étrangers et par le Représentant du Sultan pour les marocains. Ils seront désignés, autant que possible, proportionnellement à l'importance du commerce de chaque nation.

La Commission sera nommée pour trois années.

Le tarif des valeurs fixés par elle servira de base aux estimations qui seront faites dans chaque bureau par l'administration des douanes marocaines. Il sera affiché dans les bureaux de douane et dans les chancelleries des Légations ou des Consulats à Tanger.

Le tarif sera susceptible d'être révisé au bout de six mois, si des modifications notables sont survenues dans la valeur de certaines marchandises.

ART. 97. Un Comité permanent, dit "Comité des douanes", est institué à Tanger et nommé pour trois années. Il sera composé d'un Commissaire spécial de Sa Majesté Chérifienne, d'un membre du Corps Diplomatique ou Consulaire désigné par le Corps Diplomatique à Tanger, et d'un délégué de la Banque d'Etat. Il pourra s'adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs représentants du service des Douanes.

Ce Comité exercera sa haute surveillance sur le fonctionnement des Douanes et pourra proposer à Sa Majesté Chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transport à terre, manipulations, entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes). Par la création du

honorary members shall be selected from the lists of notables drawn up in the case of foreign subjects by each legation, and in the case of Moors by the Sultan's representative. They shall be appointed as far as possible in proportion to the importance of the commerce of each nation.

The committee shall be appointed for the term of three years.

The schedule of values fixed by it shall serve as a basis for the appraisals which the administration of Moorish customs shall make in every custom-house. It shall be posted at all custom-houses and in the chanceries of the legations and consulates at Tangier.

The schedule may be revised at the end of six months in case of considerable changes in the values of certain articles.

ART. 97. A permanent committee, to be known as the "Committee of Customs," shall be organized at Tangier and appointed for a term of three years. It shall consist of a special commissioner of His Shereefian Majesty, of a member of the diplomatic or consular body appointed by the Diplomatic Body at Tangier, and of a delegate from the State Bank. It shall be empowered to add to its members, in an advisory capacity, one or more representatives of the customs service.

This committee shall exercise its high supervision over the customs service, and shall have the right to propose to His Shereefian Majesty such measures as are likely to effect improvement in the service and assure the regularity and supervision of operations and collections (landing, shipping, land transportation, handling, the incoming and outgoing of merchandise, storage, appraisal, liquidation and collection of duties). The creation of such a Committee of

“Comité des douanes”, il ne sera porté aucune atteinte aux droits stipulés en faveur des porteurs de titres par les articles 15 et 16 du Contrat d'emprunt du 12 Juin 1904.

Des instructions, élaborées par le Comité des douanes et les services intéressés, détermineront les détails de l'application de l'article 96 et du présent article. Elles seront soumises à l'avis du Corps Diplomatique.

ART. 98. Dans les douanes où il existe des magasins suffisants, le service de la douane prend en charge les marchandises débarquées à partir du moment où elles sont remises, contre récépissé, par le capitaine du bateau aux agents préposés à l'acconage jusqu'au moment où elles sont régulièrement dédouanées. Il est responsable des dommages causés par les pertes ou avaries de marchandise qui sont imputables à la faute ou à la négligence de ses agents. Il n'est pas responsable des avaries résultant soit du déperissement naturel de la marchandise, soit de son trop long séjour en magasin, soit des cas de force majeure.

Dans les douanes où il n'y a pas de magasins suffisants, les agents du Makhzen sont seulement tenus d'employer les moyens de préservation dont dispose le bureau de la douane.

Une révision du Règlement de magasinage, actuellement en vigueur, sera effectuée par les soins du Corps Diplomatique statuant à la majorité, de concert avec le Gouvernement chérifien.

ART. 99. Les marchandises et les moyens de transport à terre confisqués seront vendus par les soins de la douane, dans un délai de huit jours à partir du jugement définitif rendu par le tribunal compétent.

Customs shall in no way infringe the rights stipulated in favor of the bondholders by articles 15 and 16 in the loan contract of June 12th, 1904.

Instructions to be drawn up by the Committee of Customs and the services interested therein shall determine the details of the enforcement of article 96 and of the present article. They shall be submitted to the advice and consent of the Diplomatic Body.

ART. 98. In custom-houses where sufficient warehouses exist the customs service shall take charge of the disembarked merchandise as soon as it is turned over by the captain of the vessel to the officers in charge of the lighterage, who shall receipt therefor, and until such time as it shall have been regularly cleared from the customs. The customs service is responsible for injuries caused by loss of or damage to merchandise which may be imputed to the fault or negligence of its officers. It is not responsible for damages resulting either from the natural decay of merchandise, or from too lengthy a storage in the warehouse, or from cases of *vis major*.

In custom-houses where there are not sufficient warehouses the agents of the Maghzen are required only to employ such means of preservation as may be at the disposal of the custom-house.

A revision of the storage regulations now in force shall be made under the direction of the Diplomatic Body, whose decisions shall be taken by a majority vote, in concert with the Shereefian Government.

ART. 99. Confiscated merchandise and conveyances shall be sold under direction of the customs service within eight days from the date of final judgment rendered by the competent tribunal.

ART. 100. Le produit net de la vente des marchandises et objets confisqués est acquis définitivement à l'Etat; celui des amendes pécuniaires, ainsi que le montant des transactions, seront, après déduction des frais de toute nature, répartis entre le Trésor chérifien et ceux qui auront participé à la répression de la fraude ou de la contrebande.

Un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs,

Un tiers aux agents ayant saisi la marchandise,

Un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor marocain.

ART. 101. Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déferées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ART. 102. Toute confiscation, amende, ou pénalité, devra être prononcée pour les étrangers par la juridiction consulaire et pour les sujets marocains par la juridiction Chérifienne.

ART. 103. Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du présent règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc;

De même, l'application de ce règlement dans le Riff et, en général, dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera

ART. 100. The net proceeds of the sale of confiscated merchandise and articles become the final property of the State; as to pecuniary fines and compromises thereof, the amount, after deduction of costs of all kinds, shall be divided between the Shereefian Treasury and those who have participated in the repression of fraud or smuggling:

One-third to be distributed by the customs among the informants,

One-third to the officers who have seized the goods,

One-third to the Moorish Treasury.

If the seizure has been made without the intervention of an informant, one-half the fine shall be awarded to the officers making the seizure and the other half to the Moorish Treasury.

ART. 101. The Moorish customs authorities shall directly inform the diplomatic or consular agents of any violations of this regulation which may have been committed by those under their jurisdiction, in order that they may be prosecuted before the competent court.

Similar violations by Moorish subjects shall be brought directly by the customs before the Shereefian authority.

A delegate of the customs shall be charged to follow the legal proceedings in cases pending before the several jurisdictions.

ART. 102. Every confiscation, fine, or penalty must be imposed on foreigners by consular jurisdiction, and on Moorish subjects by Shereefian jurisdiction.

ART. 103. In the region bordering on Algeria the enforcement of these regulations shall be the exclusive concern of France and Morocco.

The enforcement of these regulations in the Riff and in general in the regions bordering on the Spanish possessions shall likewise

l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

ART. 104. Les dispositions du présent règlement, autres que celles qui s'appliquent aux pénalités, pourront être révisées par le Corps Diplomatique à Tanger, statuant à l'unanimité des voix, et d'accord avec le Makhzen, à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de son entrée en vigueur.

## CHAPITRE VI

*Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.*

ART. 105. En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les Puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'Empire Chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

ART. 106. Dans le cas où le Gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les Puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ART. 107. La validité des concessions qui seraient faites aux termes de l'article 106 ainsi que pour les fournitures d'Etat sera subordonnée, dans tout l'Empire chérifien, au principe de l'adjudication publique, sans acception de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

ART. 108. Le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en

be the exclusive concern of Spain and Morocco.

ART. 104. The provisions of the present regulations, other than those relating to penalties, may be revised by unanimous decision of the Diplomatic Body at Tangier and in accord with the Makhzen, at the expiration of a term of two years from the date of their taking effect.

## CHAPTER VI.

*A declaration relative to public services and public works.*

ART. 105. With a view to assuring the application of the principle of economic liberty without any inequality, the Signatory Powers declare that none of the public services in the Shereefian Empire can be alienated for the advantage of private interests.

ART. 106. In case the Shereefian Government should invoke the aid of foreign capital or foreign industry for the working of public services or for the operation of public works, roads, railways, ports, telegraphs, and other public works, the Signatory Powers reserve to themselves the right to see to it that the authority of the State over these great enterprises of general interest remains entire.

ART. 107. The validity of the concessions which may be made under the terms of article 106, as well as for Government supplies, shall, throughout the Shereefian Empire, be subordinated to the principle of public awards on proposals, without preference of nationality, whenever applicable under the rules followed in foreign laws.

ART. 108. As soon as the Shereefian Government shall have decided to invite proposals for execution of public works, it shall

fera part au Corps Diplomatique; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans, et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les Puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

ART. 109. Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'infériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des concurrents d'une autre nationalité.

ART. 110. Les adjudications seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le Gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du Corps Diplomatique.

L'adjudication sera prononcée par le Gouvernement chérifien en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

ART. 111. Les règles des articles 106 à 110 seront appliquées aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

ART. 112. Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitations des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman, le Gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

ART. 113. Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à leur expropriation moyennant le

so inform the Diplomatic Body. It shall later communicate to it the plans, specifications, and all documents annexed to the call for proposals, in order to enable the nationals of all the Signatory Powers to form a clear idea of the contemplated works and compete for the same. A sufficient term for this shall be specified in the call for proposals.

ART. 109. The specifications shall not contain, either directly or indirectly, any condition or provision which may be prejudicial to free competition and which may give advantage to competitors of one nationality over those of another nationality.

ART. 110. The contracts shall be awarded in the form and according to the general conditions prescribed by the regulations which the Shereefian Government shall draw up with the assistance of the Diplomatic Body.

The contracts shall be awarded by the Shereefian Government to the bidder who, while conforming himself to the specifications, shall have submitted the bid fulfilling the most advantageous general conditions.

ART. 111. The rules of articles 106 to 110 shall be applied to concessions for working cork forests, in accordance with the customary provisions in foreign laws.

ART. 112. The Shereefian firman shall determine the conditions of the concessions and the working of mines and quarries. In the composition of this firman the Shereefian Government shall be guided by foreign laws relating to such matters.

ART. 113. If in the cases mentioned in articles 106 to 112 it should become necessary to occupy certain property, its expropriation may be effected by previous pay-

versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes.

ART. 114. L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement chérifien, élaboré avec l'assistance du Corps Diplomatique, fixera les formalités.

ART. 115. Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, Sa Majesté Chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'Elle aura déclarés d'utilité publique.

ART. 116. S'il s'agit de propriétaires étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante:

En cas de désaccord entre l'administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

ART. 117. Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'administration nommeront chacun un arbitre et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le Corps Diplomatique à Tanger.

ART. 118. Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le Corps Diplomatique et, autant que possible, parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

ART. 119. Le propriétaire pourra faire appel de la décision rendue

ment of a fair indemnity, in conformity to the following rules:

ART. 114. Expropriation can only be effected on the ground of public utility and when necessity for the same shall have been ascertained by any administrative investigation, the formalities of which shall be determined by Shereefian regulations drawn up with the assistance of the Diplomatic Body.

ART. 115. If the property holders are Moorish subjects, His Shereefian Majesty shall take the necessary measures, that no hindrance shall impede the execution of works that he shall have declared to be of public utility.

ART. 116. If the owners are foreigners the method of expropriation shall be as follows:

In case of disagreement between the competent administration and the owner of the property to be expropriated, the indemnity shall be fixed by a special jury, or, if the occasion arises, by arbitration.

ART. 117. This jury shall be composed of six expert appraisers, three to be selected by the owner, three by the administration desiring to expropriate. A majority vote shall rule.

If there be no majority, the owner and the administration shall each appoint an arbitrator, and the two arbitrators shall name an umpire.

In case no agreement can be reached in selecting an umpire he shall be appointed by the Diplomatic Body at Tangier.

ART. 118. The arbitrators shall be selected from a list drawn up at the beginning of each year by the Diplomatic Body, and they shall be selected, as far as possible, from experts not living within the district in which the work is to be carried out.

ART. 119. The owner may appeal from the arbitrators' decision

par les arbitres, devant la juridiction compétente, et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit.

## CHAPITRE VII

### *Dispositions générales.*

ART. 120. En vue de mettre, s'il a lieu, sa législation en harmonie avec les engagements contractés par le présent Acte Général, chacune des Puissances signataires s'oblige à provoquer, en ce qui la concerne, l'adoption des mesures législatives qui seraient nécessaires.

ART. 121. Le présent Acte Général sera ratifié suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque Etat; les ratifications seront déposées à Madrid le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard le trente et un Décembre mille neuf cent six.

Il sera dressé du dépôt un procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera remise aux Puissances signataires par la voie diplomatique.

ART. 122. Le présent Acte Général entrera en vigueur le jour où toutes les ratifications auront été déposées, et au plus tard le trente et un Décembre mille neuf cent six.

Au cas où les mesures législatives spéciales qui dans certains pays seraient nécessaires pour assurer l'application à leurs nationaux résidant au Maroc de quelques-unes des stipulations du présent Acte général, n'auraient pas été adoptées avant la date fixée pour la ratification, ces stipulations ne deviendraient applicables, en ce qui les concerne, qu'après que les mesures législatives ci-dessus visées auraient été promulguées.

ART. 123 et dernier. Tous les traités, conventions et arrangements des Puissances signataires

to a competent jurisdiction, and in accordance with the rules set for arbitration cases by the law of the country to which he belongs.

## CHAPTER VII.

### *General provisions.*

ART. 120. With a view to harmonizing its legislation, if the occasion arises, with the engagements contracted under the present General Act, each of the Signatory Powers engages to take the necessary steps leading to the enactment of such legislation as may be necessary so far as it is concerned.

ART. 121. The present General Act shall be ratified according to the constitutional laws of each state. The ratifications shall be deposited at Madrid as soon as practicable, and at the latest by December thirty-first, one thousand nine hundred and six.

A procès verbal shall be made of such deposit and a certified copy sent to each of the Signatory Powers through the diplomatic channel.

ART. 122. The present General Act shall enter into effect as soon as all the ratifications shall have been deposited, and at the latest on December thirty-first, one thousand nine hundred and six.

In case the special legislative measures which may be necessary in certain countries to insure the application to their nationals living in Morocco of certain stipulations of this present General Act shall not have been enacted by the date fixed for ratification, these stipulations shall only become applicable in respect to them after the legislative measures above referred to shall have been promulgated.

ART. 123 and last. All treaties, conventions, and arrangements of the Signatory Powers with Mo-

avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent Acte Général, les stipulations de ce dernier prévaudront.

En foi de quoi, les Délégués Plénipotentiaires ont signé le présent Acte Général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algeciras le septième jour d'Avril mille neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances signataires.

Pour l'Allemagne:

[L. s.] RADOWITZ.

[L. s.] TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie:

[L. s.] WELSERSHEIMB.

[L. s.] BOLESTA-KOZIEBRODZKI

Pour la Belgique:

[L. s.] JOOSTENS.

[L. s.] COMTE CONRAD DE BUIS-SERET.

Pour l'Espagne:

[L. s.] EL DUQUE DE ALMO-DÓVAR DEL RÍO.

[L. s.] J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique:  
Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence le 7 Avril 1906.

[L. s.] HENRY WHITE.

[L. s.] SAMUEL R. GUMMERÉ.

Pour la France:

[L. s.] RÉVOIL.

[L. s.] REGNAULT.

Pour la Grande Bretagne:

[L. s.] A. NICOLSON.

Pour l'Italie:

[L. s.] VISCONTI VENOSTA.

[L. s.] G. MALMUSI.

Pour le Maroc:

Pour les Pays-Bas:

[L. s.] H. TESTA.

rocco remain in force. It is understood, however, that in case of conflict between their provisions and those of the present General Act, the stipulations of the latter shall prevail.

In faith whereof the Delegates Plenipotentiary have signed the present General Act and have affixed their seals thereto.

Done at Algeciras this seventh day of April, one thousand nine hundred and six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of His Catholic Majesty, and of which certified copies shall be transmitted through the diplomatic channel to the Signatory Powers.

For Germany:

[L. s.] JOSEPH DE RADOWITZ

[L. s.] TATTENBACH

For Austria-Hungary:

[L. s.] WELSERSHEIMB

[L. s.] BOLESTA-KOZIEBRODZKI

For Belgium:

[L. s.] JOOSTENS

[L. s.] COMTE CONRAD DE BUISSET

For Spain:

[L. s.] EL DUQUE DE ALMO-DÓVAR DEL RÍO

[L. s.] J. PÉREZ-CABALLERO

For the United States of America, with reservation of the declaration made in the plenary session of the conference on April 7, 1906:

[L. s.] HENRY WHITE

[L. s.] SAMUEL R. GUMMERÉ

For France:

[L. s.] RÉVOIL

[L. s.] REGNAULT

For Great Britain:

[L. s.] A. NICOLSON

For Italy:

[L. s.] VISCONTI VENOSTA

[L. s.] G. MALMUSI

For Morocco:

For the Netherlands:

[L. s.] H. TESTA

Pour le Portugal:

[L. s.] CONDE DE TOVAR.  
[L. s.] CONDE DE MARTENS  
FERRÃO.

Pour la Russie:

[L. s.] CASSINI.  
[L. s.] BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède:

[L. s.] ROBERT SAGER.

Pour copie certifiée conforme,  
Le Sous-Secrétaire d'Etat,  
[SEAL.] E. DE OJEDA

For Portugal:

[L. s.] CONDE DE TOVAR  
[L. s.] CONDE DE MARTENS  
FERRAO

For Russia:

[L. s.] CASSINI  
[L. s.] BASILE DE BACHERACHT

For Sweden:

[L. s.] ROBERT SAGER

### PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de l'Acte général de la Conférence d'Algeciras, les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède,

Tenant compte de ce que les Délégués du Maroc ont déclaré ne pas être en mesure pour le moment, d'y apposer leur signature, l'éloignement ne leur permettant pas d'obtenir à bref délai la réponse de Sa Majesté Chérifienne concernant les points au sujet desquels ils ont cru devoir Lui en référer,

S'engagent réciproquement, en vertu de leurs mêmes pleins pouvoirs, à unir leurs efforts, en vue de la ratification intégrale par Sa Majesté Chérifienne du dit Acte Général et en vue de la mise en vigueur simultanée des réformes qui y sont prévues et qui sont solidaires les unes des autres.

Ils conviennent, en conséquence, de charger Son Excellence M. Malmusi, Ministre d'Italie au Maroc et Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, de faire les démarches nécessaires à cet effet, en appelant l'attention de Sa Majesté le Sultan sur les grands avan-

### ADDITIONAL PROTOCOL.

On the point of signing the General Act of the Conference of Algeciras, the delegates of Germany, Austria-Hungary, Belgium, Spain, the United States of America, France, Great Britain, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, and Sweden.

Taking into account the declaration of the delegates of Morocco that they were not, for the present, in position to affix their signatures thereto, they being unable, owing to the distance, to receive an early reply from His Shereefian Majesty concerning the points in regard to which they deemed it their duty to refer to Him,

Reciprocally engage, by virtue of their respective full powers, to unite their efforts towards the ratification of the said General Act in its entirety by His Shereefian Majesty and towards the simultaneous enforcement of the reforms therein provided which are interdependent.

They therefore agree to charge His Excellency Mr. Malmusi, Minister of Italy to Morocco and Dean of the Diplomatic Corps at Tangier, to take the necessary steps to that end by calling the attention of His Majesty the Sultan to the great advantages that His Empire would

tages qui résulteront pour Son Empire des stipulations adoptées à la Conférence par l'unanimité des Puissances signataires.

L'adhésion donnée par Sa Majesté Chérifienne à l'Acte Général de la Conférence d'Algeriras devra être communiquée, par l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux Gouvernements des autres Puissances signataires. Cette adhésion aura la même force que si les Délégués du Maroc eussent apposé leur signature sur l'Acte Général et tiendra lieu de ratification par Sa Majesté Chérifienne.

En foi de quoi, les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède, ont signé le présent Protocole additionnel et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algeriras, le septième jour d'Avril, mille neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies, certifiées conformes, seront remises, par la voie diplomatique, aux Puissances signataires.

Pour l'Allemagne:

[L. s.] RADOWITZ.

[L. s.] TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie:

[L. s.] WELSERSHEIMB.

[L. s.] BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Pour la Belgique:

[L. s.] JOOSTENS.

[L. s.] COMTE CONRAD DE BUISSERET.

Pour l'Espagne:

[L. s.] EL DUQUE DE ALMO-DÓVAR DEL RÍO.

[L. s.] J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique:  
Sous réserve de la déclaration faite

derive from the stipulations adopted at the conference by the unanimous action of the Signatory Powers.

The adhesion given by His Sheereefian Majesty to the General Act of the Conference of Algeriras shall be communicated through the Government of His Catholic Majesty to the Governments of the other Signatory Powers. This adhesion shall have the same force as if the delegates of Morocco had affixed their signatures to the General Act and will take the place of ratification by His Sheereefian Majesty.

In witness whereof, the delegates of Germany, Austria-Hungary, Belgium, Spain, the United States of America, France, Great Britain, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, and Sweden have signed the present additional protocol and affixed their seals thereto.

Done at Algeriras on the seventh day of April, one thousand nine hundred and six, in a single copy, which shall remain filed in the archives of the Government of His Catholic Majesty, and of which certified copies shall be delivered to the Signatory Powers through the diplomatic channel.

For Germany:

[L. s.] JOSEPH DE RADOWITZ

[L. s.] TATTENBACH

For Austria-Hungary:

[L. s.] WELSERSHEIMB

[L. s.] BOLESTA-KOZIEBRODZKI

For Belgium:

[L. s.] JOOSTENS

[L. s.] COMTE CONRAD DE BUISSERET

For Spain:

[L. s.] EL DUQUE DE ALMO-DÓVAR DEL RÍO

[L. s.] J. PÉREZ-CABALLERO

For the United States of America, with reservation of the declara-

en séance plénière de la Conférence  
le 7 Avril 1906.

[L. s.] HENRY WHITE.

[L. s.] SAMUEL R. GUMMERÉ.

Pour la France:

[L. s.] RÉVOIL.

[L. s.] REGNAULT.

Pour la Grande-Bretagne:

[L. s.] A. NICOLSON.

Pour l'Italie:

[L. s.] VISCONTI VENOSTA.

[L. s.] G. MALMUSI.

Pour les Pays-Bas:

[L. s.] H. TESTA.

Pour le Portugal:

[L. s.] CONDE DE TOVAR.

[L. s.] CONDE DE MARTENS  
FERRÃO.

Pour la Russie:

[L. s.] CASSINI.

[L. s.] BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède:

[L. s.] ROBERT SAGER.

Pour copie certifiée conforme,

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

[SEAL]

E. DE OJEDA

tion made in the plenary session of  
the conference on April 7, 1906:

[L. s.] HENRY WHITE

[L. s.] SAMUEL R. GUMMERÉ

For France:

[L. s.] RÉVOIL

[L. s.] REGNAULT

For Great Britain:

[L. s.] A. NICOLSON

For Italy:

[L. s.] VISCONTI VENOSTA

[L. s.] G. MALMUSI

For Morocco:

For the Netherlands:

[L. s.] H. TESTA

For Portugal:

[L. s.] CONDE DE TOVAR

[L. s.] CONDE DE MARTENS  
FERRAO

For Russia:

[L. s.] CASSINI

[L. s.] BASILE DE BACHERACHT

For Sweden:

[L. s.] ROBERT SAGER

And whereas the said General Act and Additional Protocol were signed by the Plenipotentiaries of the United States of America under reservation of the following declaration:

"The Government of the United States of America, having no political interest in Morocco and no desire or purpose having animated it to take part in this conference other than to secure for all peoples the widest equality of trade and privilege with Morocco and to facilitate the institution of reforms in that country tending to insure complete cordiality of intercourse without and stability of administration within for the common good, declares that, in acquiescing in the regulations and declarations of the conference, in becoming a signatory to the General Act of Algenciras and to the Additional Protocol, subject to ratification according to constitutional procedure, and in accepting the application of those regulations and declarations to American citizens and interests in Morocco, it does so without assuming obligation or responsibility for the enforcement thereof."

And whereas, in giving its advice and consent to the ratification of the said General Act and Additional Protocol the Senate of the United States resolved, "as a part of this act of ratification, that the Senate understands that the participation of the United States in the Algenciras Conference, and in the formulation and adoption of the General Act and Protocol which resulted therefrom, was with the sole purpose of preserving and increasing its commerce in Morocco, the protection as to life, liberty and property of its citizens residing or

traveling therein, and of aiding by its friendly offices and efforts in removing friction and controversy which seemed to menace the peace between the powers signatory with the United States to the treaty of 1880, all of which are on terms of amity with this government; and without purpose to depart from the traditional American foreign policy which forbids participation by the United States in the settlement of political questions which are entirely European in their scope."

And whereas, the said General Act and Additional Protocol were duly ratified by the Governments of the United States of America and of the other powers aforesaid, and by His Majesty the Sultan of Morocco;

And whereas in pursuance of Article 121 of the said General Act, the ratifications of the said General Act and Additional Protocol of all the signatory powers were deposited with the Government of His Majesty the King of Spain, on December 31, 1906, thereby constituting a valid exchange of the ratifications thereof;

Now, therefore, be it known that I, Theodore Roosevelt, President of the United States of America, have caused the said General Act and Additional Protocol to be made public to the end that the same and every article and clause thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof, subject to the reservation made in the aforesaid Declaration of the Plenipotentiaries of the United States and to the Resolution of the Senate.

In witness whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States of America to be hereunto affixed.

Done at the City of Washington this twenty-second day of January, in the year of our Lord one thousand nine hundred and [SEAL] seven, and of the Independence of the United States of America the one hundred and thirty-first.

THEODORE ROOSEVELT

By the President:

ELIHU ROOT

*Secretary of State.*

○





# STANFORD LIBRARIES

To avoid fine, this book should be returned on  
or before the date last stamped below

NOV 25 1954

DEC 10 1954

JUN 10 1963

DEC 5 - 1963

NOV 4 1964

JX1588  
M7A3

